

Les ventes aux enchères P. 20-21



## Un rire qui soigne

La blouse blanche et humoriste, Caroline Estremo, s'apprête à faire pleurer de rire son public avec son dernier sketch, *Infirmière sa mère*, soit plus de 50 dates à l'affiche. P.24

## La parfaite maîtrise du fer et du feu

La sculptrice basée à Nègrepelisse, qui voit la vie en grand, veut séduire le marché des particuliers avec ses créations hors normes. P.4

## Brough Superior fait perdurer son mythe

La marque centenaire reste en piste et se refait une jeunesse grâce à la fabrication d'une moto de luxe commanditée par Aston Martin. P.8-9

## Objectif campus 2023

La région Occitanie ouvre une formation aux jeunes sportifs dans le monde de l'Ovalie en vue de leurs participations à la future coupe du monde de rugby. P.5

6 pages d'annonces légales  
Pages 14 à 19

# Payote marche vers la Ville rose

Si les espadrilles, petites chaussures en toile, courent les rues depuis quelques années, la marque perpignanaise Payote, fondée en 2016 par Olivier Gelly, fait figure de référence sur ce marché en forte évolution, avec l'ambition de garder le cap sur le « made in France ». Le groupe, qui initialement s'est fait connaître via son site en ligne, poursuit actuellement son développement. Avec déjà l'ouverture fin 2020 de sa première boutique physique à Perpignan, Payote s'implantera en novembre prochain à Toulouse, avant de s'étendre sur l'ensemble de l'Hexagone. La marque envisage également de créer un site de production dans les Pyrénées-Orientales en vue de générer la création de 250 emplois et de mettre en lumière un savoir-faire local. À partir de 2024, elle vise la production de 800 000 paires de chaussures par an, tout en cultivant la notion d'écoresponsabilité. P.5



## UIMM : la France, une puissance industrielle

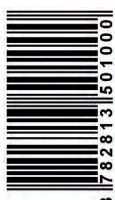
Porté à la présidence de l'UIMM le 15 avril 2021, Éric Trappier succède à Philippe Darmayan. Le domaine de la métallurgie lui confie la responsabilité d'engager ses entreprises dans une dynamique de rebond, après la longue année d'incertitude engendrée par la crise sanitaire. Le patron de Dassault Aviation appelle ses troupes à l'optimisme sans relâcher les efforts pour autant. Parmi sa feuille de route, figurent l'innovation et l'attractivité du secteur. Entretien. P.3



## Lumière sur l'Académie des Jeux Floraux

L'Hôtel d'Assézat, à Toulouse, abrite la plus ancienne société savante du monde occidental, qui récompense chaque année des hommes et des femmes de lettres à l'occasion d'un concours de haute volée. Entretien avec son secrétaire perpétuel, Philippe Dazet-Brun. P.23

R-28137-8791-1€



Votre engagement et notre savoir-faire au service de nos emplois.

Rejoignez-nous !

Avec Réseau Entreprendre j'agis pour mon territoire !

Réseau Entreprendre OCCITANIE GARONNE

## Les défaillances d'entreprises en France

2<sup>e</sup> trimestre : 6 587 défaillances d'entreprises

Selon le bilan de l'expert de l'information sur les entreprises, Altarea, 6 587 entreprises sont tombées en défaillance en France au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2021, soit 14,2 % de plus que lors de la même période de 2020. Tandis que les régions Ile-de-France et Paca enregistrent le plus grand nombre de défaillances, avec respectivement une augmentation de +37,3 % et de 36,9 %, la région Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine, et la Bourgogne-Franche-Comté ne dépassent pas les 5 %. Trois autres régions se distinguent également par un recul du nombre des procédures : la Normandie (-24 %), la Bretagne (-21 %) et les Hauts-de-France (-11 %).

## Liquidation judiciaire



## TPE : neuf procédures sur 10

Selon cette même étude, trois procédures sur quatre se concluent sur une liquidation judiciaire directe. Cependant, le nombre d'emplois menacés tombe, lui, sous le seuil des 20 000, alors qu'il était deux fois supérieur il y a un an. Ce sont ainsi des TPE de moins de six salariés qui souffrent le plus de la crise et concentrent près de neuf procédures sur dix (89 %), avec 5 850 procédures ouvertes au 2<sup>e</sup> trimestre, soit une hausse de 18 % par rapport à la même période de 2020. Quant aux secteurs les plus touchés, le bâtiment et le commerce arrivent en tête de liste avec une augmentation respective de 37 % et 10,2 %.

## Dispositif « Transitions collectives »



## Dispositif « Transitions collectives » en Occitanie

Le dispositif « Transitions collectives », qui vise à accompagner la reconversion des salariés des entreprises, vient d'être signé par la Région Occitanie, doté d'une enveloppe de 13,8 M€ pour sa première année de mise en œuvre. En effet, dans le cadre du plan France Relance, l'État mobilise au total 500 M€ sur deux ans en vue d'accompagner les salariés volontaires vers des métiers porteurs et finance tout ou partie des projets de reconversion en fonction de la taille de l'entreprise dont 100 % pour les entreprises de moins de 300 salariés et 75 % pour les entreprises de 300 à 1000 salariés.

### Maxime Balcon. Au côté de cinq associés, il a développé une application d'évaluation auditive nouvelle génération destinée aux opticiens et aux pharmaciens.



## À l'écoute du monde

Développer une synergie entre les audioprothésistes, les opticiens et les pharmaciens en vue d'améliorer l'accès au dépistage auditif, est en substance l'ADN de la jeune pousse, créée en 2019 par six montpelliérains, dont Maxime Balcon, audioprothésiste audiologiste, et Antoine Lorenzi, audioprothésiste et Dr en neurosciences. Cette révolution dans le secteur médical est partie d'un constat : « Historiquement les opticiens pratiquaient des tests auditifs, et c'est une demande qui s'accroît. Lorsque j'ai cofondé en 2014, Alliance Audition, le premier centre français d'audition pluridisciplinaire, je me suis rendu compte que les opticiens cherchaient à salarier des audioprothésistes alors que, nous-même, nous avions des disponibilités. Lors d'une période charnière de ma vie en 2017, j'ai réfléchi à la meilleure manière de coopérer plutôt que de se concurrencer », explique Maxime Balcon, diplômé d'un master audiologie et troubles du langage à l'université de Montpellier. De fait, cette solution, commercialisée depuis trois mois, prend place au cœur d'un marché florissant, avec un taux de croissance de

100 % depuis 2021 – une progression liée aussi à la réforme 100 % santé. Sonup permet ainsi aux professionnels de santé de détecter, via un casque bluetooth couplé à une tablette, d'éventuels troubles auditifs chez leurs patients en deux minutes. « Nous effectuons au préalable la calibration des casques afin d'obtenir des dépistages fiables. C'est ce qui fait notre valeur ajoutée. Le test auditif consiste en une audiométrie tonale liminaire avec quatre fréquences différentes et trois intensités. » Si un problème d'audition est avéré, Sonup oriente le patient vers un audioprothésiste partenaire, lequel reste le centre névralgique du parcours de soins du client. « L'objectif est d'accompagner les malentendants dans le parcours de soins et de générer du trafic vers les centres d'audioprothèse, souligne le trentenaire. Nous rémunérons les opticiens lorsqu'il y a une activité de dépistage. De notre côté, nous prenons une commission comprise entre 15 et 25 % auprès des audioprothésistes ». Pour l'heure, Sonup, qui réunit une cinquantaine d'audioprothésistes et une cinquantaine de magasins d'optique répartis entre l'Ile-de-France, le

Languedoc-Roussillon et le Nord, envisage d'étoffer son réseau sur le territoire national et en Belgique. « Nous visons 300 partenaires opticiens pharmaciens d'ici cet hiver. »

Après 60 K€ d'investissements pour le développement de la première application, la start-up hébergée au sein de l'incubateur BIC de Montpellier, a récemment reçu une enveloppe de Crealia Occitanie, à hauteur de 80 K€, afin de lancer, d'ici deux ans, un système dédié cette fois au diagnostic des troubles auditifs. « Le casque le plus utilisé dans ce domaine date de 1939, ce qui ne favorise pas l'évolution des usages. L'ORL est obligé d'utiliser un casque qui émet des sons dans l'air et un vibreur osseux. Notre objectif est ainsi de développer une solution tout-en-un, qui permettra au patient de se tester dans la salle d'attente, avant sa consultation ». Forte d'une douzaine de collaborateurs, la pépite occitane, qui s'est rapprochée d'une société française, et qui a notamment séduit des professionnels de santé africains et des spécialistes de matériels de télé-médecine lors du dernier salon Vavatech, vise un CA de 1,5 M€ en 2022. J. L.

## Ils bougent



### ALEXIS KREZALEK NOMMÉ À LA TÊTE DU NOUVEAU BUREAU SELF & INNOV EN OCCITANIE

Forte d'une progression record de +65 % de son CA en 2020, la première plateforme dédiée aux aides fiscales à l'innovation, Self & Innov, poursuit son développement avec une nouvelle implantation à Montpellier, après Bordeaux et Paris. Dans le cadre de cette expansion, Alexis Krezalek a rejoint les rangs de l'entreprise, en tant que directeur de la nouvelle agence montpelliéraine.

Ingénieur en énergie diplômé de l'École Centrale de Lyon, Alexis Krezalek commence sa carrière dans la construction de sites industriels chez Ekium.

Passionné par l'innovation, il oriente ensuite ses choix vers le conseil et intègre le cabinet conseil GAC group où il accompagne les sociétés dans leurs démarches de financement, avant de rejoindre Self & Innov.

Créée en 2016, la plateforme, qui combine solution numérique et conseils d'experts avec un modèle phygital, réunit aujourd'hui un portefeuille de 350 entreprises. Elle a ainsi permis de récupérer 25 M€ d'aides fiscales à l'innovation. Huit nouveaux bureaux Self & Innov viendront étoffer le maillage national en 2022, après une nouvelle ouverture prévue à Lyon à la rentrée.

## ENTRETIEN

## « La France doit rester une puissance industrielle »

**Industrie.** Porté à la présidence de l'UIMM le 15 avril 2021, Éric Trappier succède à Philippe Darmayan, qui était arrivé au terme de son mandat de trois ans. Le domaine de la métallurgie lui confie la responsabilité d'engager ses entreprises dans une dynamique de rebond, après la longue année d'incertitude engendrée par la crise sanitaire. Le patron de Dassault Aviation, appelle ses troupes à l'optimisme sans relâcher les efforts pour autant.

**La crise sanitaire n'est pas terminée et la métallurgie rassemble une très grande diversité d'entreprises. Globalement comment se porte-t-elle aujourd'hui ?**

Elle va plutôt bien. L'activité redémarre fortement dans quasiment toutes les filières. Et même celles qui nous inquiétaient tout particulièrement, à commencer par l'automobile et l'aéronautique, semblent sur la bonne voie. La première doit cependant gérer un problème d'approvisionnement en composants électroniques, qui bride un peu la production. Elle doit aussi composer avec la transition environnementale. On ne passe pas d'un moteur thermique à un moteur électrique en un claquement de doigts et cela inquiète naturellement une partie de nos adhérents, qui sont majoritairement des sociétés investies dans le moteur thermique.

**Le cas de la filière aéronautique, que vous connaissez parfaitement, est encore différent ?**

La filière aéronautique a en effet été lourdement touchée par cette crise, avec une chute de son activité de l'ordre de 30 à 40 %. Le coup est rude, mais nous avons quelques signaux de reprise. C'est notamment le cas pour les A320 dans la famille Airbus, pour les business Jet de Dassault Aviation... J'ajoute que l'aviation militaire s'est plutôt bien portée pendant cette période. Pour toutes ces raisons, j'ai tendance à penser que nous avons laissé derrière nous la période la plus complexe.

**L'horizon s'est-il dégagé ?**

Oui, mais il faut rester prudent. La très forte demande qui s'exerce sur les matériaux en raison de la reprise, notamment aux États-Unis, mais aussi sur les composants électroniques, constitue un sujet de préoccupation. La question de l'emploi est un autre point sur lequel nous devons rester attentifs. C'est un paradoxe : nous manquons de bras pour travailler dans nos entreprises, alors que la France compte encore 2,5 millions de chômeurs.

**Le manque d'attractivité de l'industrie vous inquiète ?**

Il m'interpelle en tout cas. Nous avons un gros travail d'information à réaliser en direction des jeunes, des parents et des enseignants. Il est



En 2013, Éric Trappier devient le plus jeune PDG de l'histoire de Dassault Aviation.

incompréhensible que, pour le plus grand nombre, ils pensent encore les métiers de l'industrie réservés aux élèves en échec. Ce n'est pas le cas. Il y a de formidables parcours à réaliser dans l'industrie. Et pour s'engager dans cette voie, l'apprentissage et l'alternance sont des véhicules essentiels. L'UIMM est depuis très longtemps mobilisée sur la formation. Le centre de formation que j'ai visité dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon symbolise la démarche que nous portons pour accompagner la mutation de nos métiers. Je rappelle que plus de 90 % des jeunes qui passent par-là auront un emploi en sortant de formation ; ce n'est pas anodin.

**Inflation, difficultés de recrutement, des sujets d'inquiétude pour les entreprises, auxquels s'ajoutera à un moment donné celui du remboursement des aides gouvernementales. N'est-ce pas le principal défi qui les attend ?**

Il faut en effet être vigilant. Le « quoi qu'il en coûte » a été salvateur au plus fort de la crise, mais il est logique de revenir maintenant à des aides plus ciblées. Pour le moment, le rembour-

sement des PGE a été étalé et c'est une très bonne chose. Mais plusieurs facteurs de tension vont se conjuguer à l'avenir. Les remboursements des PGE tout d'abord. Mais aussi les investissements que beaucoup d'entreprises ont engagés, notamment dans le numérique, en bénéficiant des programmes de modernisation mis en place par l'État, mais aussi en les autofinçant en partie. Enfin, la reprise qui s'exerce et qu'il va falloir financer également. Car c'est au moment où la production redémarre qu'il y a un besoin de fonds de roulement. Ceci étant dit, il faut vraiment prendre cette sortie de crise comme une opportunité et s'adosser sur cet élan pour faire rebondir l'industrie.

**Quelles sont les clés pour favoriser le rebond industriel ?**

Nous pouvons avoir une industrie forte grâce à l'innovation. Notre tissu industriel est dense, innovant et propose des produits à forte valeur ajoutée. C'est vrai dans l'automobile, dans l'aéronautique... C'est pour cela qu'il est essentiel de conserver des aides en faveur de l'innovation dans certains secteurs. De la même manière, si nous

voulons que la production suive, il faudra aussi des aides à l'investissement. Sur tous ces points, l'UIMM, en collaboration avec France Industrie et le Medef, fera des propositions. Une année électorale se profile en 2022 et les différents candidats devront se positionner sur le futur en matière de compétitivité, de fiscalité, de charges sociales, d'aides à l'investissement...

**Certains parlent d'un nouveau plan de relance. Vous semble-t-il nécessaire ?**

Nous sommes à la fin du « quoi qu'il en coûte », qui a généré une grosse dette, mais je crois qu'il fallait le faire pour éviter que nos entreprises perdent des compétences. En fait c'est presque un plan de sauvetage qui a été mis en place, même si le mot n'a pas été utilisé. Demain, il faudra continuer à accorder des aides, qu'elles s'appellent plan de relance ou pas, mais de manière plus ciblée. Par exemple pour prolonger la transformation numérique de nos entreprises, ou bien pour favoriser la transition énergétique, qui constitue un énorme défi, car il va falloir accompagner la décarbonation de notre industrie, qui est préconisée pour arriver à tenir les ambitions de la stratégie bas carbone française ou du green deal européen.

**C'est d'ailleurs l'un des programmes majeurs du plan d'investissement d'avenir. Que vous inspire ce PIA ?**

Sa mise en place a été une très bonne initiative, mais il a été construit avant la crise. Il doit donc évoluer pour faire face à la période post-crise. Il faut notamment l'améliorer et le simplifier. Trop de règles compliquées, trop de contraintes administratives empêchent les entreprises de s'en saisir. Notamment les PME. C'est un sujet central et l'UIMM jouera son rôle, pour s'assurer qu'elles sont en mesure d'accéder facilement à ces programmes, que ce soit au sein des filières ou en direct. Il doit en aller de même pour la numérisation. L'industrie 4.0 va coûter cher, mais il faut absolument s'engager dans cette voie. Enfin, quoi qu'en disent certains, il faut absolument préserver le crédit d'impôt recherche (CIR).

**En cas de rebond de la crise sanitaire, que certaines annoncent pour septembre, faudra-t-il en**

**arriver à la vaccination obligatoire pour que l'économie nationale ne manque pas la reprise ?**

L'éventualité d'une nouvelle vague épidémique nous inquiète en effet. Ceci étant dit, la France est en train de beaucoup vacciner et c'est une bonne nouvelle. Pour le reste, ce n'est pas à nous mais au gouvernement de décider s'il faut ou non, obliger les gens à se vacciner. Pour ma part, j'encourage fortement ceux qui ne le sont pas encore à le faire. C'est que nos entreprises pourront retrouver leurs clients et leurs sous-traitants un peu partout dans le monde.

**La « relocalisation » est devenue le maître mot du discours politique depuis quelques années. Est-ce aussi votre priorité ?**

Je suis de ceux qui pensent que l'on doit aider en premier lieu ceux qui sont déjà « localisés ». Ceux qui ont investi en France depuis des décennies, ceux qui croient à la production française, ceux qui sont fidèles à ce pays. Ensuite, il faut bien entendu favoriser la relocalisation de l'innovation et de la production. Mais relocaliser des secteurs dits stratégiques dans le cadre d'une politique industrielle décidée par l'État n'a de sens que si c'est durable. Et surtout, j'insiste, il ne faut pas que cela se fasse au détriment de ceux qui sont déjà en France et qui se battent tous les jours dans une compétition mondiale pour prolonger leur développement et poursuivre leurs investissements.

**Ceci pour que la France reste une grande puissance industrielle ? L'est-elle encore d'ailleurs ?**

Je vais vous répondre d'une façon détournée, en affirmant qu'il est nécessaire que la France reste une puissance industrielle. Notre pays ne peut pas être simplement celui du tourisme. La France ne se conçoit pas sans industrie. De l'aéronautique à l'automobile, en passant par le nucléaire, le ferroviaire et la santé, nous avons des fleurons mondiaux. Il serait totalement absurde de croire que le déclin de l'industrie est inéluctable. Il faut renverser la vapeur et pour cela l'industrie doit être une priorité nationale.



PROPOS RECUEILLIS PAR  
JACQUES DONNAY POUR  
RESOHEBDOECO  
WWW.RESO-HEBDO-  
ECO.COM

**Artisanat.** Dans son atelier de Nègrepelisse, Émilie Prouchet-Dalla Costa voit les choses en grand. Découper une tôle qui fait le double de sa taille ne l'impressionne pas. Les œuvres de cette sculptrice sur métal sont exposées à Montauban, à Tournefeuille et dans toute la France. Les commandes publiques lui ont permis d'acquérir une belle notoriété. Un nouveau marché s'offre à elle : celui des particuliers...

## La parfaite maîtrise du fer et du feu

À 16 ans, Émilie Prouchet-Dalla Costa rencontre le métal, depuis, elle ne l'a plus quitté. Dans la ferme familiale à Nègrepelisse, elle découvre un poste à souder : « mon père bricolait beaucoup, dans une ferme, il y a toujours quelque chose à réparer, je m'enfermais dans l'atelier et je m'entraînais à souder. J'avais une véritable fascination pour le feu, j'ai voulu apprendre à le maîtriser », se souvient-elle.

Avec une telle motivation, impossible d'en rester là. La jeune femme décide de sculpter du métal et d'en faire son métier : « Nous avons poussé un box à chevaux pour y mettre une forge. »

En 2008, Émilie Prouchet-Dalla Costa obtient un master d'Arts Plastiques à la l'université toulouaise II Jean-Jaurès. Devenir sculptrice lui a ouvert de nombreuses portes. Aujourd'hui, elle dispense désormais ses cours aux étudiants en licence d'arts plastiques. En parallèle, elle s'occupe toujours de la ferme familiale et élève des moutons avec sa sœur.



Émilie Prouchet-Dalla Costa dans son atelier basé à Nègrepelisse.

### DES ŒUVRES XXL ET UN ÉQUIPEMENT HORS NORME.

Émilie Prouchet-Dalla Costa a une passion pour les œuvres gigantesques, lesquelles peuvent atteindre un montant de 100 K€ : un portrait de 4,50 mètres de Simone Veil à Verdun-sur-Garonne, la sculpture de Rayo face au Lycée Marie Louise Dissard-Françoise à Tournefeuille, les Flèches d'Héraclès à Montauban (dont le coût atteint 45 K€), un tro-

phée pour les championnats du monde d'Endurance d'Abu Dhabi ou encore un monument-souvenir de la guerre 1914 à Saint-Vincent de Carcassonne. « Je suis allée récupérer des fragments de chars explosés par de l'artillerie lourde », détaille-t-elle.

Son atelier ressemble à une usine de métallurgie. « Je suis équipée jusqu'aux dents, sourit l'artiste. Chariots élévateurs, presses monumentales, chau-



Les Flèches d'Héraclès à Montauban.



Portrait de Simone Veil à Verdun-sur-Garonne.

dronnerie... On voit le travail du métal comme quelque chose de très rude, moi, je le conçois autrement. J'ai des postes à souder très performants et des cagoules à cristaux liquides pour éviter d'avoir trop chaud ». Elle peut manipuler des pièces de 150 kilos sur des roulettes. Au-delà, il faut des engins de levage.

Émilie Prouchet-Dalla Costa reste discrète sur la provenance de la matière première, dont

l'acier Corten et les feuilles d'or, mais avoue cependant aimer collaborer avec des fournisseurs situés dans le sud de l'Europe. « Ils ont une grande culture du métal. » Elle fait aussi appel à des partenaires voisins pour certaines opérations telles que la découpe laser. Toutes les pièces sont ensuite assemblées dans son atelier. Un bureau de contrôle valide ensuite la solidité des œuvres avant de les exposer, lesquelles peuvent

peser jusqu'à quatre tonnes. Il faut ainsi un convoi exceptionnel pour les déplacer : « le plus grand moment, ce n'est pas le vernissage, c'est la pose, lorsque l'œuvre ne m'appartient plus. »

### DUB TO BAUB TO C

Émilie Prouchet-Dalla Costa vous dira, sur un sourire, que sa création la plus monumentale n'existe pas encore, elle ne se fixe pas de limites. « Si, une seule peut-être, j'adapte la taille des œuvres en fonction des possibilités de la grue. »

Dès que possible, l'artiste aimerait se lancer à l'international, pourquoi pas aux États-Unis ou en Amérique du Sud. Elle s'apprête à exposer dans des galeries d'art à Paris et développer le marché des particuliers. « J'aime le rapport direct avec les clients, entrer dans leur intimité. Je propose une œuvre qui leur ressemble. À partir de 300 €, on peut se faire plaisir, je veux rendre l'art accessible aux particuliers », conclut-elle. Ne lui demandez pas de fabriquer un banal chat en métal, ce n'est pas de l'art!

DORISSE PRADAL

## Actualités

### ACCOMPAGNEMENT DES COMMERCES DE PROXIMITÉ VERS LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Dans le cadre du programme européen Poctefa (Programme opérationnel de coopération territoriale Espagne-France-Andorre), la CCI Toulouse Haute-Garonne et la Mairie de Toulouse participent au projet transfrontalier Core (Competitive Retail/Commerce Compétitif) en vue d'accompagner près de 51 000 commerces de proximité soit 300 000 emplois, dans leur transition numérique. L'initiative, dont l'enveloppe se porte à 1,2 M€, a pour objectif d'amplifier les liens transfrontaliers entre la France, l'Espagne et l'Andorre par une digitalisation accrue. L'autre objectif du projet Core vise à mettre en avant le rôle social, économique et culturel des commerces dans l'aménagement urbain et la nécessité de maintenir la « biodiversité commerciale ». Les commerces et associations intéressés peuvent participer au projet en s'inscrivant sur la page [www.interreg-core.eu](http://www.interreg-core.eu)

### ARTERRIS SOUHAITE DÉVELOPPER SA FILIÈRE CULTURE RAISONNÉE CONTRÔLÉE (CRC)

Le groupe coopératif agricole, Arterris, qui fédère plus de 25 000 agriculteurs, renforce la R & D de sa filiale meunière les Moulins Pyrénéens. Leader sur la production de blé dur en France, Arterris souhaite développer sa filière culture raisonnée contrôlée (CRC) et biologique. Pour l'heure, 12 % de la production issue des Moulins Pyrénéens provient de blé CRC. D'ici à l'horizon 2024, la coopérative envisage de valoriser entre 8 000 et 10 000 tonnes de blé CRC. « Les impératifs liés au cahier des charges CRC profitent à l'ensemble de la filière, puisqu'ils assurent une juste rémunération aux producteurs et garantissent la sécurité alimentaire et un respect de la biodiversité aux industriels et aux consommateurs », explique Antoine Bernabé, directeur industriel de Moulins Pyrénéens. La coopérative Arterris et les Moulins Pyrénéens poursuivent ainsi le développement des filières vertueuses comme la farine de blé CRC et biologique, produite en Occitanie. Ce virage a notamment débuté en 2012 par la mise en place de la baguette Minutie, produite à partir d'une farine 100 % blé dur à la culture raisonnée. La coopérative a ensuite procédé en janvier 2020 au rachat de la société l'Epi Salvagnacois, spécialiste de la collecte de céréales dans des filières de qualité.

### T-LIVE MÉDIA LAURÉATE DU CHALLENGES INNOVATION DE TOULOUSE MÉTROPOLE

Ladjal Reziga, fondateur de T-Live Média vient de remporter le prix « Challenge Innovation » de Toulouse Métropole qui récompense des solutions durables et innovantes pour la ville de demain. Cette distinction s'accompagne d'une subvention de 25 K€, laquelle permettra à la start-up de poursuivre le déploiement de sa solution. Fondée en 2019, la pépite toulousaine propose un dispositif complet de diffusion vidéo en temps réel qui permet de faire vivre les événements en immersion. Le « KAYS » est ainsi un sac à dos nomade et autonome, équipé d'une brique technologique (caméras, stabilisateur, batteries, modem 4G/5G multi-opérateurs, carte et système d'exploitation), couplé à une application mobile de régie vidéo, nommée « T-Live Remote ». L'application disponible via différents devices permet ainsi de contrôler le sac en temps réel et à distance. T-Live Média a d'ores et déjà, via son concept novateur, séduit de grands événements tels que la Japan Expo à Paris, la Paris Games Week, le Forum toulousain «Le Numérique prend ses quartiers...» Déjà lauréate du French Tech Tremplin en décembre 2020, la start-up toulousaine, forte

de quatre collaborateurs, est actuellement incubée au centre d'innovation B612 à Toulouse.

### LP PROMOTION ANNONCE UNE PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ BRIQUES TECHNIC CONCEPT



Pierre Aoun, DG de Lp Promotion et Etienne Gay, fondateur de Briques Technic Concept.

Promoteur spécialisé dans l'immobilier résidentiel, LP Promotion s'apprête à entrer au capital, à hauteur de 12,8 %, de Briques Technic Concept, une entreprise tarnaise spécialiste de briques de terre crue compressée. Ce rapprochement a, notamment, pour objectif de démocratiser davantage l'utilisation de matériaux écoresponsables. Ce partenariat va également permettre au promoteur, qui développe d'ores et déjà, un projet de 111 logements à Biganos (33) pour lequel près de 1500 tonnes de matériaux biosourcés seront utilisées, de faire monter en compétences ses équipes

techniques en utilisant tous les avantages de ce matériau. Autre objectif : développer les outils de production pour proposer une alternative aux matières premières traditionnelles, dont l'approvisionnement reste largement impacté par les effets de la crise sanitaire. « Nos solutions sont parfaitement adaptées pour répondre aux enjeux de la construction de demain. Nous allons accélérer notre développement national et doubler notre capacité de production annuelle grâce à l'ouverture d'une unité à Bordeaux », avance Étienne Gay, président et fondateur de Briques Technic Concept.

### CAMPAGNE DE RECRUTEMENT POUR LE NUMÉRIQUE EN SANTÉ EN OCCITANIE

Le groupement d'intérêt public e-santé Occitanie organise un job dating en ligne le lundi 26 juillet, de 9 heures à 19 heures. Les candidats disposeront de créneaux de 10 minutes pour se présenter. Le recrutement est adressé aux diplômés à partir de Bac + 2. Trois profils sont recherchés : chef de projet, animateur territorial et référent technique. Les postes en CDD sont notamment à pourvoir à Toulouse et à Montpellier. Pour candidater : [www.esante-occitanie.fr/recrutement](http://www.esante-occitanie.fr/recrutement)

en bref

**Commerce.** Fondée en 2016, la marque Payote continue son expansion et envisage de créer son propre site de production en 2024.

## Les espadrilles Payote débarquent à Toulouse

Si les espadrilles, petites chaussures en toile, courent les rues depuis quelques années, la marque perpignanaise Payote, fondée en 2016 par Olivier Gelly, fait figure de référence sur ce marché en forte évolution, mais principalement estampillé « made in Chine » – sur 12 millions d'espadrilles vendues en France par an, 9 millions proviennent de l'empire du Milieu. Pour preuve, si l'entrepreneur occitan a vendu la première année près de 20 000 paires, il a atteint en 2020, 1,2 M€ de chiffre d'affaires, soit 200 % de croissance, notamment grâce à son site de vente en ligne. La pandémie n'aura ainsi pas freiné sa notoriété, bien au contraire. L'e-commerce est devenu monnaie courante et la Covid-19 a ramené le « made in France » sur le devant de la scène.

La marque, qui propose près de 400 modèles pour la saison estivale et hivernale, a ainsi ouvert fin 2020, une boutique nichée au cœur d'un temple de la consommation de Perpignan, laquelle représente désormais une part de 30 % de son activité. « Je tenais à garder le cap sur une fabrication française. Étant donné que j'ai commencé



Olivier Gelly, fondateur de la marque Payote.

l'aventure avec de petits moyens, j'ai opté au début pour de la vente en ligne, mais en gardant à l'esprit l'idée d'ouvrir des boutiques. C'est en effet essentiel de conserver une proximité avec la clientèle et de remettre l'humain au cœur de notre activité. Notre première ouverture à Perpignan a démarré sur les chapeaux de roues puisque nous avons, pour l'heure, multiplié par quatre notre objectif de CA prévisionnel. Cette ouverture a également augmenté les ventes en ligne », sourit-il.

La marque ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle s'appête à ouvrir une deuxième boutique, cette fois, dans la Ville rose. Un projet rendu possible grâce aux 130 K€ de fonds levés

dans le cadre de la plateforme d'investissement participatif Épargne Occitanie, lancée en avril par la Région et Wiseed. « Nous sommes heureux d'avoir atteint notre objectif. Dès la rentrée, nous partirons à la recherche de locaux pour une ouverture prévue en novembre. Nous avons déjà ouvert la première boutique en quelques semaines seulement ! ». Ce deuxième point de vente s'accompagnera d'une boutique ambulante en vue de sillonner les routes de France lors de festivals et de proposer des événements. Une étape clé avant de marcher vers la capitale – où Payote réalise déjà 40 % de ses ventes en ligne – et d'autres villes françaises d'ici 2025. « Nous sou-

haitons nous installer à Marseille, Nantes, Lyon, et Bordeaux. »

### SITE DE 8 000 M<sup>2</sup>

En marge, la marque qui s'est dotée d'un atelier de 600 m<sup>2</sup> en interne pour le prototypage voit plus grand afin d'honorer ses commandes qui proviennent également de pays étrangers, comme les États-Unis et le Japon. En effet, la marque n'a pas été en mesure de répondre à la demande du marché global soit 1,5 million de commandes puisque la fabrication, sous-traitée à l'atelier Megam à Mauléon ne peut pas dépasser 65 000 paires par an. « Nous cherchons actuellement un site de 8 000 m<sup>2</sup> dans les Pyrénées-Orientales. L'objectif est d'augmenter notre capacité de production, tout en conservant notre collaboration avec notre partenaire. Nous visons une production globale de 800 000 paires par an. »

Le nouveau site de production qui verra le jour en 2024, a également vocation à devenir une vitrine afin de mettre en lumière un savoir-faire local. « Nous souhaitons ouvrir l'usine à la visite, avec la création d'un musée, d'une boutique et d'une salle de projection en vue de raconter l'histoire des espadrilles et de

donner envie à de futurs talents de nous rejoindre. Nous espérons atteindre 50 000 visiteurs par an », détaille Olivier Gelly. En effet, parmi la feuille de route de la marque, figure la création d'emplois locaux. À ce titre, plusieurs municipalités des Pyrénées-Orientales ont déjà fait des propositions de terrain pour accueillir ce projet d'envergure qui vise le recrutement de près de 250 personnes. « Nous avons besoin de profils très différents et pour cela nous prévoyons aussi de former en interne. »

Si, aujourd'hui, la marque, qui signifie « chiffon » en catalan, surfe sur la vague du succès, il y a quatre ans, l'entrepreneur a essuyé quelques refus. « Adepte d'espadrilles, j'ai décidé un jour de customiser mes paires. La boutique pour laquelle je travaillais depuis 15 ans a remarqué mon travail créatif et m'a demandé d'imaginer des motifs pour les paires du magasin, ce qui a beaucoup plu. De fil en aiguille, j'ai décidé de lancer ma marque en me rapprochant de l'usine Megam. Cependant, les banques n'ont pas cru à mon projet, le marché étant déjà saturé. Face aux difficultés, j'ai persisté, vendu ma voiture et fini interdit bancaire pour acheter

mon premier stock et lancer mon site de vente en ligne », se souvient l'autodidacte. La suite lui donne raison, puisque, actuellement, près de 250 commandes affluent par jour sur la toile. Payote, qui s'est également distingué en 2019 lors de la première édition de "Fabriqué en France", a, cette année, conçu deux modèles pour l'Élysée. Une consécration pour l'entreprise, forte, pour l'heure, de 16 collaborateurs, qui vise 2,5 M€ de chiffre d'affaires en 2021.

Au-delà de ses projets de développement, la marque envisage de cultiver la notion d'écoresponsabilité. Si elle collabore depuis 2018 avec l'association Seaqual Initiative en Espagne, qui affrète des bateaux de pêche pour récupérer les plastiques dans les fonds marins et les transformer en fibre polyester, elle s'est également rapprochée de L'atelier de Pierre, un atelier d'insertion spécialisé dans la collecte qui revalorise la matière. « La toile sert d'isolation pour le bâtiment et le caoutchouc pour la réalisation de tapis de sol des gymnases. Nous réfléchissons également, à la manière de façonner des paires d'espadrilles usées en vue d'éviter le gaspillage », conclut Olivier Gelly. J. L.

**Formation.** La région Occitanie ouvre une formation aux jeunes sportifs dans le monde du rugby.

## Objectif Campus 2023 : la jeunesse à l'honneur

Après deux ans de préparation, le projet Campus 2023, a voit enfin le jour en Occitanie, une première en France. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une convention signée en 2019 entre la Région et le Comité d'Organisation France 2023, dotée d'une subvention de 600 K€, en vue de faire du territoire régional une place forte de la Coupe du monde de Rugby. Ce projet, unique dans le milieu du sport, a pour objectif de recruter pas moins de 3 000 jeunes espoirs autour de trois cycles d'apprentissages sur l'ensemble de l'Hexagone et en Outre-mer.

L'Occitanie compte, de son côté, 439 apprentis recrutés, qui étaient tous réunis, le 12 juillet dernier, autour du trophée de la coupe du monde de rugby de 2023, à l'occasion du lancement de l'opération, en présence de Carole Delga, présidente de Région, Kamel Chibli, vice-président de la région en charge de l'Éducation et de la Jeunesse et des Sports, Claude Atcher, directeur général de l'organisation de la Coupe du Monde 2023 et Frédéric Michalak, parrain de l'événement.



Claude Atcher, directeur général de l'organisation de la Coupe du Monde 2023 et les 339 apprentis réunis le 12 juillet à l'Hôtel de Région.

À travers cette formation, la Région entend notamment aider les 421 clubs occitans qui réunissent 72 000 licenciés, à grandir, à recruter de nouveaux collaborateurs et à initier des stratégies tournées vers des problématiques environnementales et le développement durable. L'objectif est, en effet, de pérenniser l'emploi et la professionnalisation des structures sportives, tout en accélérant plus largement l'activité touristique et économique du territoire. « Notre ambition aujourd'hui, est de démontrer qu'un événement sportif est capable de répondre

à la question de sa raison d'être », explique Claude Atcher. Au regard de l'appétence de la jeunesse pour le milieu sportif, cette initiative a également à cœur d'intégrer notamment des jeunes en situation de chômage ou de handicap sur le marché de l'emploi et de féminiser davantage le secteur sportif avec un recrutement paritaire. Réalisé par Pôle Emploi, le recrutement, a ainsi permis de sélectionner 3 000 candidats nationaux sur les 7 000 qui ont postulé, à savoir des profils diplômés de bac + 1 à bac +5, portant un projet orienté dans

le domaine du sport, du tourisme, ou de la sécurité, et de répondre ainsi aux besoins de la région. « Nous avons cette volonté de démontrer que les événements, sportifs se doivent aujourd'hui d'intégrer dès le départ une problématique sociétale. Ce programme permet aussi d'identifier les besoins financiers et matériels des différents clubs », affirme Claude Atcher.

Ces jeunes, âgés entre 18 et 30 ans, seront ainsi répartis sur dix centres de formation, clubs, ligues régionales, etc., pendant une période de 30 mois. Ces derniers bénéficient également d'une aide financière à hauteur de 500 € pour l'obtention du permis et les dépenses de la vie courante ainsi que d'un solide accompagnement.

Au total, la Région a mobilisé une enveloppe de 486 K€ pour favoriser la mise en œuvre des contrats d'apprentissage dans les différentes structures sportives.

### LE RÔLE DES APPRENTIS DANS LA COUPE DU MONDE 2023

Au sein de l'organisation de la Coupe du Monde 2023, les

apprentis formés dans le cadre du projet Campus 2023 seront au cœur de l'action. En effet, durant leur formation, ils auront la possibilité de participer activement à la préparation des différents matchs, mais aussi des équipes et des rediffusions télévisées. Les jours de matchs, ils seront aux premières loges pour mettre en pratique leur apprentissage, mais aussi profiter d'un événement majeur de l'Ovalie en région. M. C.

### LA COUPE DU MONDE 2023 EN CHIFFRES.

La région Occitanie prévoit 12 M€ d'investissements. Après une étude prévisionnelle, la Coupe du Monde devrait rapporter 40 M€ par match, seulement avec les retombées directes. Sur 156 000 billets mis en vente dans la région, 132 000 ont déjà été vendus, dont 60% à l'étranger et 20% dans des clubs de rugby.

## Actualité

### LA FILIÈRE BIO POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT AVEC UNE CROISSANCE DE 10 %.

L'Occitanie occupe une place majeure dans l'agriculture biologique française avec 22 % des surfaces bio nationales. Elle est ainsi la première région pour les surfaces et le nombre de fermes bio, la troisième pour la part en bio, derrière Paca et la Corse, ainsi que pour le nombre d'opérateurs de l'aval derrière l'Ile-de-France. La filière poursuit ainsi son développement avec 12 000 producteurs bio et en conversion, soit une progression de 10 % par rapport à 2019, représentant 556 600 ha bio, dont 123 200 ha en conversion. Dans le détail, 18 % des fermes et des surfaces de la région sont labélisées bio. Si les taux de croissance des surfaces et du nombre de fermes bio sont diminuent légèrement par rapport à 2019 (- 2 points), ils affichent une progression de + 10 %. Les principales filières végétales concernent notamment les grandes cultures (149 000 ha), la vigne (51 100 ha) et les fruits et légumes (12 800 ha).

## Actualités

## LA MAISON GOMEZ SE DEVELOPPE AVEC DEUX NOUVELLES OUVERTURES

La marque toulousaine, créée en 1962, spécialiste en carrelage et en salle de bain, et dont le siège social est basé à Labège, développe son réseau avec une quatrième implantation en ce début d'été à Albi et une cinquième prévue en 2022 à Montpellier. Une ouverture qui marque l'arrivée officielle de la quatrième génération à la tête de la Maison Gomez, Manuel Gomez prenant ainsi la succession de son père, Marc Gomez, qui a fait valoir ses droits à la retraite en avril dernier. « Notre objectif est d'étendre la marque Gomez dans les cinq ans en ouvrant un magasin par an tout en conservant l'état d'esprit familial et l'excellence de la Maison », explique Manuel Gomez, le nouveau président. La PME intègre désormais la vente de peinture, de papier peint, de parquet et de sol souple ainsi que la maîtrise d'œuvre en rénovation de salle de bain. Fort de 21 salariés, le groupe vise un chiffre d'affaires de 5 M€ en 2021.

## INAUGURATION DU SYSTÈME DE RECHARGE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES INSTALLÉ AU SEIN DES PARCS RELAIS TISSÉO

Jean-Michel Lattes, président de Tisséo Collectivités a inauguré, en présence des représentants d'Allego France, le 9 juillet dernier, le nouveau système de recharge des véhicules électriques installés au sein des parcs relais du réseau Tisséo. Au total, 48 bornes de recharge équiperont, à terme, les parcs relais des quatre terminus des lignes de métro Borderouge, Balma Gramont, Ramonville et Basso Cambo. Les quatre hubs de recharge proposent différentes typologies de bornes permettant de délivrer des puissances de charge allant de 22kW à 350kW pour répondre à l'ensemble des besoins des utilisateurs, de la recharge lente (2 à 4 heures) à la recharge ultra rapide (15 à 30 minutes). L'accès à ce service sera possible via différents moyens de paiement comme la carte bancaire ou l'application mobile Smooov.

en bref

**Innovation.** Basée à Toulouse, la société Bleexo, qui propose une application pour faciliter la collaboration au sein des organisations, vient de lever 1,5 M€ en vue de se développer en Europe de l'Ouest.

## Bleexo à l'assaut du marché européen

La société Bleexo, créée en 2017 et située 3 rue Alaric II à Toulouse, fait aujourd'hui figure de leader sur le marché français des ressources humaines grâce à sa plateforme éponyme dédiée à l'engagement et à l'expérience collaborateur, disponible en 15 langues. Quid du fonctionnement de l'application qui permet d'initier des changements au sein des organisations? « Nous apportons de la data intelligente pour que les entreprises puissent prendre les meilleures décisions et passer à l'action en étant plus en confiance », explique Stéphane Waller, cofondateur de Bleexo. Cet outil et qui apporte des solutions à des problématiques récurrentes rencontrées par les entreprises, se décline en cinq axes: des enquêtes salariées, des sondages sur demandes, du coaching, des feedbacks à 180 et 360°, et de la reconnaissance, communément appelée « Bravo », qui permettent aux services des ressources humaines d'éditer des indicateurs de performance. L'objectif de l'application tout-en-un est en effet de casser les cercles vicieux présents au sein des équipes et d'actionner des cercles vertueux.



Sylvain Lapendry et Stéphane Waller, co-fondateurs de l'entreprise Bleexo.

## BAISSE D'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

À l'origine, l'idée de cet outil digital, destiné principalement aux directeurs de sociétés et à leurs RH, est née d'un simple contact des co-fondateurs, corrélaté à des expériences personnelles. « Les managers et les DRH travaillent principalement au feeling, à l'intuition et les collaborateurs sont souvent mis de côté », déclare Stéphane Waller. Le fondateur insiste sur le fait que très souvent dans les

entreprises, une mauvaise ambiance, des incompréhensions à répétition ou un manque de reconnaissance peut très vite entraîner une baisse d'engagement de la part des collaborateurs, ce qui influe indéniablement sur l'activité de l'entreprise. La plateforme intelligente permet alors de saisir les besoins des organisations sans recruter de personnel supplémentaire. « C'est un peu comme si nous avions digitaliser une partie du métier de

consultant en ressources humaines », affirme-t-il.

## 1,5 M€ DE FONDS LEVÉS

L'entreprise Bleexo vient de boucler une levée de fonds de 1,5 M€ en vue de poursuivre son développement technologique et d'étoffer ses équipes. « Nous étions une dizaine au commencement de Bleexo, nous sommes une vingtaine aujourd'hui dans au cœur de l'incubateur toulousain At Home, et nous espérons être une trentaine l'an prochain », explique Stéphane Waller. Ce tour de table a également pour objectif de renforcer sa présence sur le marché européen qui se veut concurrentiel, notamment dans toute l'Europe de l'Ouest, les problématiques des entreprises européennes étant similaires à celles des organisations françaises.

Accompagné par ses investisseurs historiques, M Capital, Techmind et Paris Business Angels, la start-up est confiante concernant son développement à l'européenne, le monde du travail étant en pleine mutation suite à la pandémie. Les voyants sont donc au vert pour cette entreprise qui a séduit déjà plus de 150 clients dont de grands comptes tels que Vinci. M. C.

Ne ratez pas le RDV avec l'économie régionale !

Seulement 35 €\* par an

Dessine-moi l'actualité économique

BULLETIN D'ABONNEMENT À RETOURNER À La Gazette du Midi - Services abonnement

48, allées Jean-Jaurès - B.P 11209 - 31012 TOULOUSE Cedex 6 - Tél. 05 34 41 88 01 - Fax 05 61 63 16 15 - abonnement.gazm@forumeco.com

Je m'abonne pour 1 an au prix de 35 €\* (\*offre valable uniquement avec prélèvement automatique, par tacite reconduction annuelle sauf avis contraire de votre part 1 mois avant la date d'échéance de votre abonnement (joindre un RIB))

Je m'abonne pour 1 an au prix de 40 €\*\*  Je m'abonne pour 2 ans au prix de 75 €\*\*  Je m'abonne pour 3 ans au prix de 110 €\*\*

\*\*Virement - Mandat - CB - Chèque à l'ordre de la Gazette du Midi

Société : .....  M.  Mme  Mlle Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Code Postal, Ville : .....

Tél. : ..... Fax : ..... Email : .....

Code APE : ..... RCS : ..... Activité : .....

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78 (art.27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des propositions commerciales d'autres entreprises. Si vous ne voulez pas, écrivez-nous.

Je souhaite recevoir gratuitement par email, les appels d'offres publiés au sein de ForumEco, concernant mon secteur d'activité

Signature :

ForumEco  
PRESSE ECONOMIQUE REGIONALE

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DU SPECTACLE

# LES ENFOIRÉS

2021

# ACÔTÉ DE VOUS

DISPONIBLE  
EN DOUBLE DVD



DISPONIBLE  
EN DOUBLE CD



*Ary Abittan • Kev Adams • Amir • Julien Arruti • Jean-Louis Aubert • Amel Bent  
Black M • Tarek Boudali • Patrick Bruel • Carla Bruni • Nicolas Canteloup  
Claudio Capéo • Sébastien Chabal • Patrick Fiori • Élodie Fontan • Marie-Agnès  
Gillot • Michael Jones • Claire Keim • Philippe Lacheau • Michèle Laroque  
Nolwenn Leroy • Christophe Maé • Mimie Mathy • Kad Merad • Isabelle Nanty  
Florent Pagny • Lorie Pester • Alice Pol • Rébecca • Inès Reg • Slimane • Soprano  
Alice Taglioni • Vianney • Vitaa • Christophe Willem • Michaël Youn • Zaz • Zazie...*

**PLUS QUE JAMAIS, LES RESTOS DU CŒUR ONT BESOIN DES DONS DE CHACUN !  
CHAQUE CD OU DVD VENDU = 17 REPAS OFFERTS**

L'INTÉGRALITÉ DES BÉNÉFICES DE LA VENTE DES DOUBLES CD ET DVD  
SERA REVERSÉE AUX RESTAURANTS DU CŒUR  
POUR LEUR ACTION 2021/2022

© Xavier Grosbois

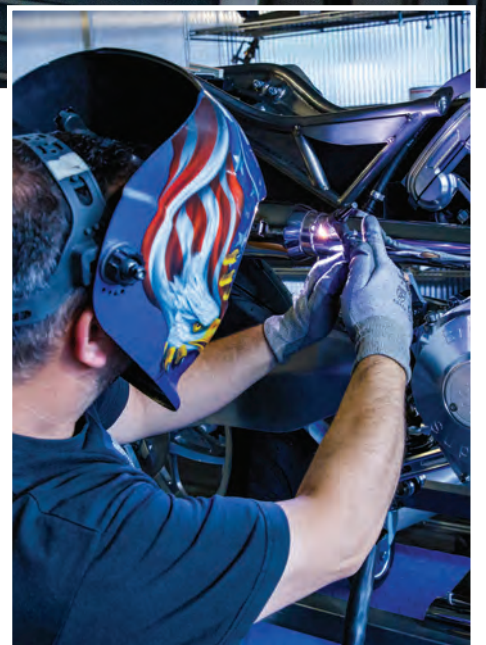
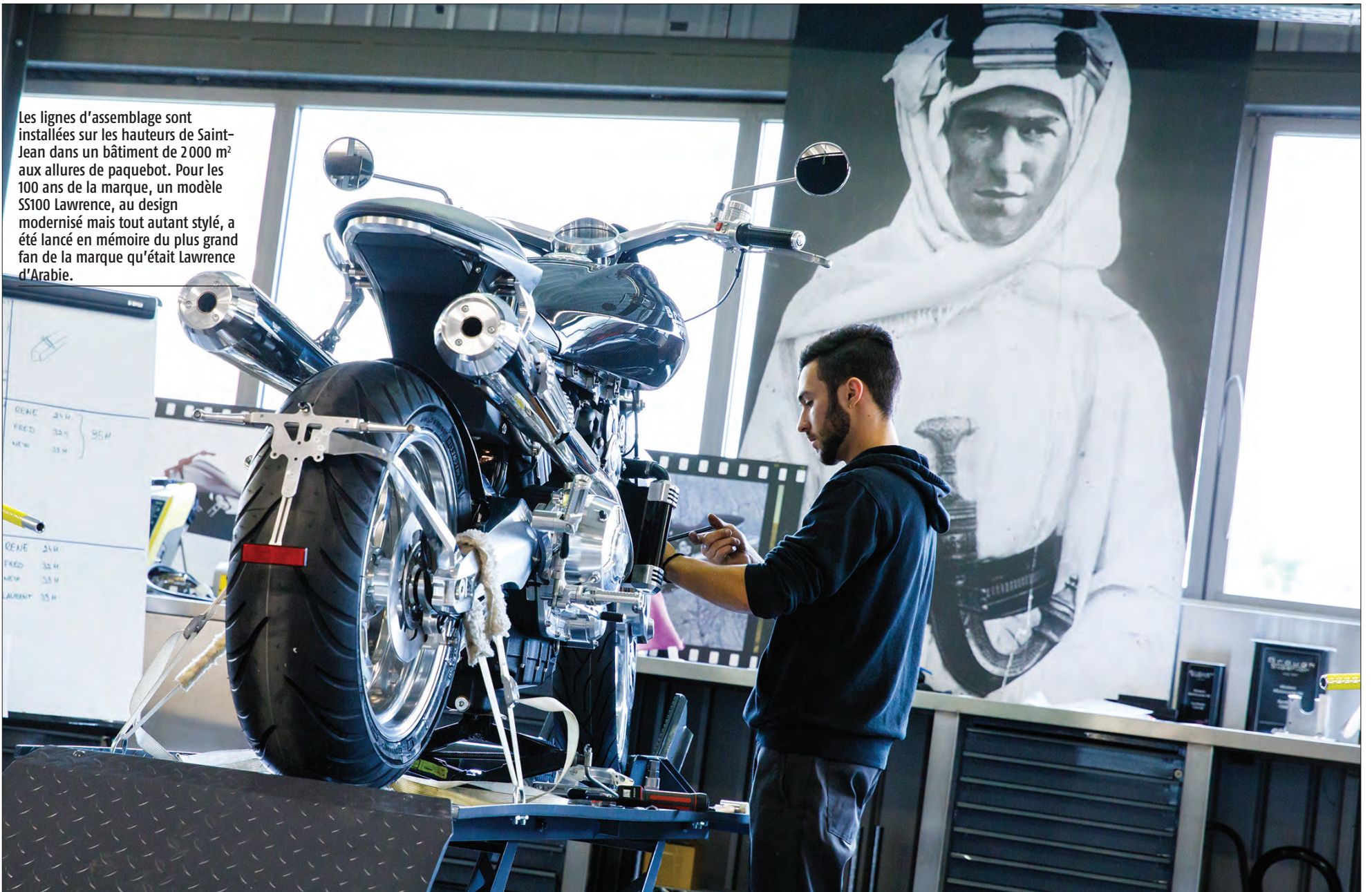


## EN IMAGES

# Brough Superior, une histoire

**Mécanique.** En 1919, naissait la marque Brough Superior du nom de son créateur, le pilote de moto et dandy George Brough.

Les lignes d'assemblage sont installées sur les hauteurs de Saint-Jean dans un bâtiment de 2000 m<sup>2</sup> aux allures de paquebot. Pour les 100 ans de la marque, un modèle SS100 Lawrence, au design modernisé mais tout autant stylé, a été lancé en mémoire du plus grand fan de la marque qu'était Lawrence d'Arabie.



L'entreprise a bâti sa renommée sur la fabrication locale, le choix de matériaux légers, dérivés de l'aéronautique (titane, aluminium, carbone) et l'exigence de qualité, fondée sur la maîtrise des process, de la production à l'assemblage. L'effectif comprend 12 techniciens et ingénieurs dédiés à la recherche et développement. La production fait intervenir différents métiers : soudeurs, chaudronniers, mécaniciens, monteurs et techniciens. Un atelier de peinture interne permet la personnalisation de chaque moto (choix des peintures, du design des réservoirs avec la possibilité de les réaliser à la feuille d'or). Un technicien est formé au moulage des peaux dans un atelier dédié à la sellerie. Chaque moto qui sort de l'usine est unique.



## EN IMAGES

# qui fait perdurer le mythe

La marque mythique, devenue centenaire, reste en piste et connaît une seconde vie à Saint-Jean, grâce à des passionnés.



L'étage accueille les bureaux, le musée dédié à Boxer Bikes et un showroom où règne une véritable SS100 achetée aux enchères. Quoi de mieux pour inspirer les designers et garder l'esprit du modèle lancé par George Brough ? Albert Castaigne, directeur général de Brough Superior, a rejoint l'aventure aux côtés de Thierry Henriette au début des années 2000. Création de Boxer Bikes, puis de Brough Superior Motorcycles, et désormais co-branding avec Aston Martin : jusqu'où ira ce duo de passionnés ?

L'histoire de Brough Superior a commencé en Angleterre, à Nottingham, dans l'entre-deux-guerres, pour s'achever en 1940. Un siècle après sa naissance, elle était remise en piste à Toulouse sous l'impulsion de Thierry Henriette de Boxer Design. En 2013, exploitée sous contrat de licence – avant d'être rachetée définitivement en 2018 par le groupe Henriette Holding –, la marque en pleine renaissance connaît un succès immédiat grâce à une maquette présentée au salon de Milan. Une maquette réalisée en trois mois par le toulousain Boxer design qui garde intacte l'image de la mythique Brough Superior. Des bikers et collectionneurs passent pré-commande d'une cinquantaine de motos pour lesquelles il faudra attendre pas loin de trois ans. Le projet fou de pré-industrialisation d'une nouvelle moto au look art déco – valeur de 65 000 € – est lancé, nécessitant un investissement de plusieurs millions d'euros. La première moto en pré série sort de la ligne d'assemblage fin 2016, le temps nécessaire pour son développement et son homologation sur route. 63 machines sortent ainsi de l'usine dès la première année. Le chiffre d'affaires (4 M€ en 2019) devrait doubler cette année grâce à la production des motos AMB 001 en partenariat avec Aston Martin. La capacité maximale, estimée à 250 motos en 2022, pourrait être portée à 300 machines d'ici quatre à cinq ans grâce à une extension.

TEXTES ET PHOTOS DE  
LYDIE LECARPENTIER



Aston Martin, la marque préférée du célèbre espion britannique James Bond, a confié en exclusivité à Brough Superior l'étude et la production de sa toute première moto de luxe AMB 001. Une série limitée de 100 motos numérotées non homologuées sur route est désormais en vente à plus de 100 000 € l'unité, assemblées dans ce très bel atelier aux allures de paddocks. Inspirée du design des voitures de luxe Aston Martin, cette moto unique a des caractéristiques hors du commun. Son châssis monocoque aux lignes fuselées est en carbone. Son poids n'est que de 180 kg. Son moteur turbo unique de 180 ch a été conçu et assemblé à Saint Jean. La sellerie en cuir est la même que celle des voitures de luxe de la marque britannique. La toute première a été livrée en mars et la dernière le sera en 2022. Bientôt une version homologuée ?

# Point

1<sup>ER</sup> MERCREDI DU MOIS  
DE 9H À 12H

# Justice

du Tribunal de Commerce de Toulouse

**CONSULTATIONS D'AVOCATS GRATUITES ET CONFIDENTIELLES**  
POUR LES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS, COMMERÇANTS, ARTISANS,  
ASSOCIATIONS, SOCIÉTÉS CIVILES ET AGRICULTEURS



Pour prendre rendez-vous  
scannez le QR-code  
ou appelez le 05 61 33 70 90

Tribunal de Commerce de Toulouse  
Place de l'Hôtel de la Bourse  
31068 Toulouse cedex



# Opinions

PAR BASTIEN BOBE, INGÉNIEUR COMMERCIAL SÉCURITÉ CHEZ LOOKOUT

## Code Blue : la sécurité des soins de santé à l'ère de la 5G et du travail à distance

L'année dernière a été une période particulièrement stressante pour les systèmes de santé. Non seulement les urgences ont été submergées par les patients, mais un certain nombre d'entre elles ont également été touchées par des cyberattaques paralysantes du système. Selon Comparitech, rien qu'en 2020, 92 attaques par ransomware ont touché plus de 600 organisations de soins de santé, exposant plus de 18 millions de dossiers de patients. Ces attaques ont paralysé les opérations pendant des jours ou des semaines tout en coûtant à l'industrie de la santé environ 20,8 Mds\$.

Pourquoi les hôpitaux sont-ils si fréquemment attaqués ? Une des principales raisons pour laquelle les organisations de soins de santé sont des cibles particulièrement lucratives est leur détention des mêmes informations financières qu'une banque détiendrait, en plus d'avoir de précieux renseignements privés sur la santé.

ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ



### COMPLEXE, AVEC UNE FRACTION DES RESSOURCES

Ce qui rend un système de santé difficile à sécuriser, c'est son environnement complexe et son manque de ressources. Une grande institution financière emploie souvent des centaines d'ingénieurs en sécurité. En revanche, les organismes de santé comptent moins de cinq personnes dans les services informatiques dont un demi équivalent temps plein dédié à la sécurité.

En outre, les hôpitaux disposent de différents types de technologie

maillés au sein d'une seule infrastructure. En revanche, les organisations manufacturières ont généralement des technologies de l'information – ordinateurs portables, ordinateurs de bureau, commutateurs, routeurs, etc. – dans leurs bureaux d'entreprise ; et des technologies opérationnelles, de l'équipement lourd, etc., dans leur atelier. Cela permet à leurs équipes de sécurité de segmenter plus facilement leurs responsabilités en matière de sécurité, car elles n'ont qu'à gérer une seule chose à la fois par emplace-

ment. Les hôpitaux n'ont pas ce luxe car IT et OT se trouvent souvent dans la même pièce. En outre, les établissements de santé doivent sécuriser leur système de dossier de santé électronique qui sert de système d'exploitation de l'hôpital.

### ÇA NE FERA QUE SE COMPLIQUER

La télémédecine introduit des appareils non gérés dans l'environnement actuel, lorsque les médecins rencontrent virtuellement les patients. À mesure que la 5G augmente, nous verrons probablement des activités de soins de santé plus sensibles se produire à l'extérieur des murs de l'hôpital, même lorsque l'appareil se trouve à l'intérieur des murs de l'hôpital. En effet, le réseau 5G de l'opérateur peut être plus rapide que le réseau Wi-Fi sécurisé de l'hôpital.

Un des principaux points à retenir est que l'environnement déjà compliqué de la sécurité des soins de santé ne fera que devenir plus complexe à mesure que la transformation numérique s'accéléra.



### Or noir

Tandis que le variant Delta poursuit sa course folle, que les appels à la prudence se multiplient tout autant qu'une colère qui gronde dans le paysage français, que le chef de l'État avance ses pions avec un discours à trois facettes basé sur la satisfaction, la sommation et l'ambition, que le vaccin n'est a priori plus une option pour protéger la population mais aussi entamer une vraie reprise économique, le monde se livre à bien d'autres batailles : l'avenir du pétrole, là aussi basé sur le principe du « quoi qu'il en coûte ». L'or noir, suspendu au crochet d'un rebond économique, n'a pas fini de donner des sueurs froides aux investisseurs avec des actions qui ne cessent de jouer au yoyo. En dépit d'une demande qui augmenterait jusqu'en 2022, selon le rapport mensuel de l'Opep. Le pétrole est donc encore bien loin de tomber dans les abysses. La commission européenne qui s'apprête à dévoiler sa feuille de route environnementale face à une planète en péril, arrivera-t-elle vraiment à serrer la vis sur le marché des énergies fossiles ? Un dialogue de sourd semble s'être installé depuis bien longtemps... La production à outrance risque pourtant, inéluctablement, de se heurter contre un mur. J. L.

édito

## le regard de Faro

### POURQUOI LES MILLIARDAIRES VONT-ILS DANS L'ESPACE ?

NON M. BRANSON S'IL N'Y A EFFECTIVEMENT PAS DE FISCALITÉ DANS L'ESPACE VOUS DEVEZ Y SÉJOURNER PLUS DE 6 MOIS PAR AN POUR VOUS Y DOMICILIER.



### Vient de paraître

L'ILLUSION DE LA FINANCE VERTE DE JULIEN LEFOURNIER ET ALAIN GRANDJEAN AUX ÉDITIONS DE L'ATELIER



Une partie de la finance devient « verte », censée favoriser la transition écologique et énergétique, voire sauver le monde pour les plus audacieux de ses défenseurs. Impressionnante transformation quand la raison d'être de la finance reste... de faire de l'argent avec de l'argent ! Comment les mêmes acteurs financiers pourraient d'une part, faire ce qu'ils font normalement, c'est-à-dire maximiser le rendement de leurs investissements et, d'autre part, accepter de le réduire pour limiter la dérive climatique, dépolluer ou rendre l'air respirable ? « Obligations vertes », « green bonds », titres mirifiques... Certes tout le monde ne prend pas pour argent comptant ce storytelling généralisé. Mais le fonctionnement des marchés financiers est opaque. De nombreux acteurs et d'observateurs ont l'intuition que le récit proposé par la finance verte ne colle pas à la réalité mais n'arrive pas à voir exactement où le bât blesse. Les auteurs le montrent : ce récit ne résiste pas à l'analyse. Ces produits ne constituent pas une nouvelle classe d'actifs qui favoriseraient la transition [...]. Malgré les belles promesses, la solution au financement de la transition ne viendra pas du marché lui-même car la transition implique un changement de modèle économique.

**Aides aux entreprises.** En vue de soutenir les entreprises, un CIP vient de voir le jour en Tarn-et-Garonne.

**Actualité**

# Création d'un Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises (CIP) en Tarn-et-Garonne

Le 30 juin 2021, a été créé le CIP du Tarn-et-Garonne. La signature des statuts a eu lieu au siège de la CCI de Montauban en présence de la Sous-préfète du Tarn-et-Garonne, Sarah Ghobadi.

Les statuts portant la création du CIP du Tarn-et-Garonne ont été signés par Jean-Louis Piccin représentant l'association des Magistrats consulaires du Tribunal de Commerce de Montauban, Éric Gillis, vice-président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-comptables d'Occitanie, Laure Mulin, présidente de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse, Maître Olivier Issanchou, bâtonnier du Barreau du Tarn-et-Garonne, Agnès Timbre, présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tarn-et-Garonne.



La signature des statuts a eu lieu au siège de la CCI de Montauban en présence de la sous-préfète du Tarn-et-Garonne, Sarah Ghobadi.

## VIGILANCE PARTICULIÈRE SUR LES ÉVENTUELLES DIFFICULTÉS

Le CIP a vocation à faire connaître le plus en amont possible les dispositifs prévus

par la loi ou mis en place pour prévenir ou traiter les difficultés des entreprises.

Plateforme d'écoute et d'orientation pour les dirigeants de TPE-PME, artisans,

commerçants qui rencontrent des difficultés, le CIP propose des « entretiens du jeudi après-midi » au cours desquels les entrepreneurs en difficulté peuvent être reçus de manière

confidentielle, anonyme et gratuite par des professionnels bénévoles : un expert-comptable et/ou un commissaire aux comptes, un avocat, un magistrat consulaire ainsi qu'un conseiller CCI ou CMA.

La levée des mesures d'aides et le retour à une vie « normale » nécessitent une vigilance particulière sur les éventuelles difficultés que les chefs d'entreprise pourraient rencontrer.

L'anticipation et la prévention des difficultés augmentent les chances de redressement et permettent de limiter les défaillances en cascade dans les mois à venir.

Les personnes intéressées peuvent appeler le numéro vert suivant : 0806 110 392 et se connecter sur le site [www.cip-national.fr](http://www.cip-national.fr) elles y trouveront notamment un autodiagnostic leur permettant de mesurer leur situation.

## RECRUTEMENT D'ASSESEURS

Pour épauler les juges des enfants dans leurs missions auprès des mineurs confrontés à la justice, le ministère de la Justice recrute des assesseurs en tribunal pour enfants (TPE). Dans sa formation de jugement, le tribunal pour enfants est composé du juge pour enfants (président) et de deux assesseurs. Ils participent à la décision du TPE à travers plusieurs missions. Avant l'audience, ils consultent au TPE les dossiers qui leur seront confiés. Pendant l'audience, ils font poser par le président toutes les questions qu'ils jugent utiles à la compréhension des débats. Après les débats, ils délibèrent avec le juge des enfants pour déterminer la nature et le contenu des mesures à prendre ou des peines à prononcer. La fonction d'assesseur est rémunérée. Les assesseurs siègent suivant leurs disponibilités et sont nommés par arrêté du garde des Sceaux pour une période de quatre ans, renouvelable. Pour candidater il faut avoir au moins 30 ans. Plus d'informations sur <https://ajusticerecrute.fr>

**Crise sanitaire.** Les dispositions dérogatoires concernant les arrêts de travail liés à la Covid-19 sont prolongées jusqu'au 30 septembre 2021.

## Arrêts de travail Covid-19

La situation sanitaire s'améliore, notamment en raison de la vaccination, mais le virus de la Covid-19 continue de circuler avec l'apparition de nouveaux variants. Aussi, les mesures dérogatoires assurant l'indemnisation des arrêts de travail des personnes touchées par l'épidémie ont-elles été prolongées de quatre mois jusqu'au 30 septembre 2021.

Les arrêts de travail liés à l'épidémie de la Covid-19 continuent d'ouvrir droit aux indemnités journalières de la sécurité sociale, aussi bien pour les salariés que pour les travailleurs indépendants et les demandeurs d'emplois.

Ces arrêts de travail sont indemnisés dès le premier jour, sans délai de carence. La prise

en charge par l'assurance maladie n'est soumise à aucune condition de minimum d'activité ou de cotisations. Les salariés ont droit au complément légal de salaire versé par l'employeur sans avoir à justifier d'une ancienneté d'un an.

### BÉNÉFICIAIRES

Ces conditions dérogatoires d'indemnisation concernent les personnes se trouvant dans l'impossibilité de travailler, y compris en télétravail, pour une des raisons suivantes :

- personne vulnérable (définies par la loi 2020-473, article 20) ;
- personne symptomatique,
- personne testée positive à la Covid-19, y compris par autotest antigénique ;

- cas contact en isolement ;
- parent d'un enfant de moins de 16 ans ou d'une personne handicapée faisant l'objet d'une mesure d'isolement ou de maintien à domicile ;

- personne faisant l'objet d'une mesure d'isolement à son arrivée sur le territoire français.

### SITUATION DES VOYAGEURS

Les pays étrangers sont classés en trois catégories.

**Zone verte** - État de l'Union européenne, Andorre, Islande, Liechtenstein, Monaco, Suisse, Israël, Japon, Liban, Singapour, Australie : les voyageurs en provenance de ces pays ne subissent aucune mesure d'isolement.

**Zone rouge** - Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Inde, Guyane, Chili, etc. : les voyageurs en provenance de ces pays doivent s'isoler dix jours ou sept jours si elles sont vaccinées.

**Zone orange** - autres pays : seules les personnes non vaccinées doivent s'isoler sept jours.

Décret 2021-770 du 16 juin 2021

**Droit salarial.** Les professionnels libéraux bénéficient des indemnités journalières en cas de maladie à compter de juillet 2021.

## Indemnités journalières des professions libérales

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021, les professionnels libéraux relevant de la Cnavpl (Caisse nationale d'assurance vieillesse des professionnels libéraux) bénéficient des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie.

Ce régime bénéficie également aux conjoints collaborateurs et aux professionnels relevant du régime micro-social. Il ne concerne en revanche pas les avocats.

### COTISATION DE 0,30 %

Le financement est assuré par une nouvelle cotisation au taux de 0,30 %, calculée sur la base du revenu déclaré à l'administration fiscale, dans la limite de trois fois le plafond annuel de la sécurité sociale (123 408 €). Pour 2021, compte tenu de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet, la cotisation est appelée au taux de 0,15 %.

Compte tenu du plafonnement à trois fois le plafond, la cotisation annuelle maximale s'élève à 185,11 €.



Une cotisation minimale est due lorsque le revenu est inférieur à 40 % du plafond de la sécurité sociale (soit 16 454 €). Elle se chiffre ainsi à 49,36 € (24,68 € pour 2021). Cette cotisation minimale s'applique notamment en début d'activité.

La cotisation de 0,30 % ne s'applique pas aux professionnels relevant du régime micro-social (auto-entrepreneurs affiliés à la Cipav), pour lesquels le taux des cotisations sociales est porté de 22 % à 22,2 %.

### INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

Les prestations sont identiques à celles dont bénéficient les autres travailleurs indépendants.

Les indemnités journalières seront versées pendant les 90 premiers jours de l'arrêt de travail pour maladie après un délai de carence de trois jours.

Le montant de l'indemnité est égal à 1/730 du revenu de référence dans la limite de trois fois le plafond de la sécurité sociale (123 408 €). L'indemnité journalière maximale se chiffre ainsi à 169,05 €.

Décret 2021-755 du 12 juin 2021



**Covid-19. Une nouvelle procédure judiciaire de traitement des difficultés des entreprises vient d'être créée pour permettre un apurement rapide du passif et le rebond de l'économie.**

## Nouvelle procédure de traitement des difficultés

La loi de sortie de la crise sanitaire institue une nouvelle procédure judiciaire de traitement des difficultés des entreprises pour permettre aux petites entreprises viables un apurement rapide des dettes et la poursuite pérenne de leur activité.

Appelée « procédure de traitement de sortie de crise », la mesure est temporaire et ne s'applique que pendant deux ans, du 2 juin 2021 au 2 juin 2023.

Elle doit permettre de restructurer la dette d'entreprises dont la situation était satisfaisante avant la crise sanitaire mais qui connaissent des difficultés conjoncturelles liées à la crise sanitaire.

Seul le chef d'entreprise peut demander l'engagement de cette procédure. Les créanciers n'ont pas la possibilité d'en prendre l'initiative.

La nouvelle procédure judiciaire est simplifiée et ne dure que trois mois (contre six mois maximum dans le droit commun).

Pendant la procédure, le chef d'entreprise conserve son pouvoir de gestion. Le mandataire de justice désigné par le tribunal a pour mission de surveiller la gestion mais pas d'y participer ou d'assister le chef d'entreprise.

Le chef d'entreprise, avec l'aide du mandataire de justice, établit un plan pluriannuel de règlement des dettes, excluant toute cession forcée des actifs de l'entreprise à un

repreneur.

En cas d'impossibilité d'établir un plan crédible, le chef d'entreprise peut demander une procédure de règlement judiciaire classique ou une liquidation judiciaire. Le mandataire de justice ou le procureur de la République peuvent faire les mêmes demandes.

L'ouverture de la procédure fait l'objet d'une publicité au Bodac (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales), dans un journal d'annonces légales et est mentionnée au registre du commerce et des sociétés.

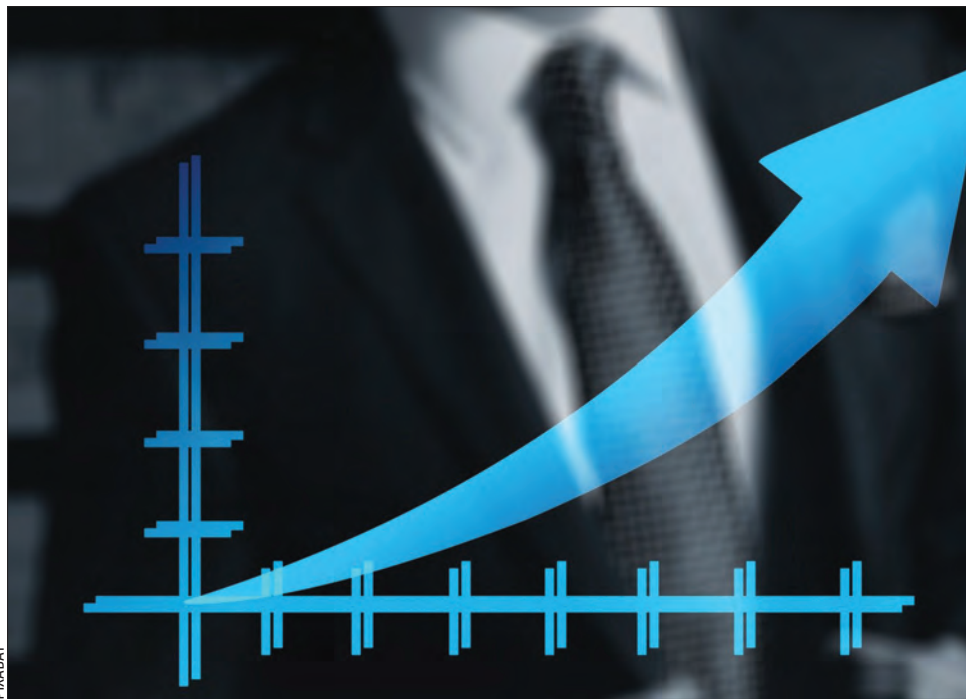
### ENTREPRISES CONCERNÉES

La nouvelle procédure concerne les entreprises de moins de 20 salariés et dont le total du bilan n'excède pas trois millions d'euros. Il peut s'agir d'entreprises individuelles, de sociétés, d'EIRL, ou de professionnels libéraux.

L'entreprise doit être dans une situation de cessation des paiements, étant précisé que l'entreprise doit néanmoins disposer des fonds nécessaires pour payer les créances salariales. Il s'agit donc d'une cessation des paiements limitée.

L'entreprise doit pouvoir justifier d'être en mesure d'élaborer, dans le délai de trois mois, un plan permettant d'assurer sa pérennité.

Elle doit enfin pouvoir présenter des comptes réguliers et sincères, donnant une image fidèle de sa situation financière.



La nouvelle procédure de sortie de crise permet au chef d'entreprise d'établir lui-même la liste des créances de chaque créancier.

### UNE PÉRIODE D'OBSERVATION DE TROIS MOIS

À l'ouverture de la procédure, le tribunal désigne un unique mandataire de justice qui cumule les missions habituelles du mandataire judiciaire et de l'administrateur judiciaire. Ce mandataire surveille la gestion de l'entreprise et agit au nom des créanciers et dans leur intérêt collectif.

Il n'exerce pas de mission d'assistance du chef d'entreprise dans sa gestion mais l'assiste cependant pour établir le plan de règlement des dettes. La période d'observation est limitée à trois mois.

Deux mois après l'ouverture de la procédure, le tribunal apprécie si l'entreprise dispose de capacités de financement suffisantes pour poursuivre la procédure.

S'il apparaît qu'il n'est pas envisageable d'établir un plan dans le délai de trois mois, le tribunal peut être saisi pour mettre fin à la procédure. Cette démarche peut être exercée par le procureur de la République, le mandataire de justice, mais aussi par le chef d'entreprise. Il est alors possible de demander la mise en redressement ou en liquidation judiciaire de l'entreprise.

Dès l'ouverture de la procédure, le chef d'entreprise établit un inventaire mais peut demander au tribunal d'en être dispensé.

Le montant du passif à traiter est déterminé par le chef d'entreprise lui-même. Dans le droit commun, ce sont les créanciers qui déclarent leurs créances au mandataire judiciaire qui les vérifie avant que le juge commissaire les admette au passif ou les rejette.

La nouvelle procédure de sortie de crise permet au chef d'entreprise d'établir lui-même la liste des créances de chaque créancier, en indiquant

leurs montants, leurs échéances, les sûretés ou privilèges dont elle est assortie. La liste des créances est ensuite vérifiée par le mandataire de justice.

Les créanciers sont informés de l'état de leurs créances et communiquent au mandataire de justice leurs observations ou contestations.

C'est la liste des créances ainsi déterminée qui constitue la base du plan de règlement du passif.

### PLAN DE RÈGLEMENT DU PASSIF

Le plan de règlement ne porte que sur les créances antérieures à l'ouverture de la procédure et dont le montant est supérieur à un seuil à fixer par décret. Il ne concerne pas les créances de salaires puisque l'ouverture de la procédure exige que l'entreprise soit en mesure de les payer.

Le plan de règlement est établi par le chef d'entreprise avec l'assistance du mandataire judiciaire. Il définit un bilan économique et social, la rentabilité prévisionnelle de l'entreprise et la possibilité d'apurer le passif. La durée maximale du plan est de dix ans. À partir de la troisième année, l'annuité ne peut pas être inférieure à 8 % du passif (contre 5 % dans la sauvegarde ou le redressement judiciaire). Le plan peut prévoir des licenciements à condition que l'entreprise soit en mesure de les financer immédiatement.

Référence : loi 2021-689 du 31 mai 2021

PAR L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES RÉGION OCCITANIE

## Covid-19 : plan d'apurement et remise de cotisations sociales des travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants rencontrant des difficultés à payer les cotisations sociales à l'Urssaf peuvent conclure un plan d'apurement, afin d'étaler le paiement de la dette et d'éviter les sanctions liées au retard de paiement. Dans certains cas, ils peuvent également bénéficier d'une remise de cotisations.

Compte tenu de la crise sanitaire, les règles relatives aux plans d'apurement conclus avec l'Urssaf (CGSS ou MSA) font l'objet d'aménagements exceptionnels.

### PLAN D'APUREMENT

La conclusion d'un plan

d'apurement permet un étalement du paiement des cotisations sociales et évite les pénalités de retard.

Ils peuvent être conclus avec l'Urssaf (la MSA ou la CGSS) par tout cotisant, dans des conditions particulières.

L'Urssaf devrait prendre l'initiative de proposer un plan d'apurement à certains travailleurs indépendants n'ayant pas encore payé toutes leurs cotisations sociales. À défaut, le cotisant peut en faire la demande à l'Urssaf.

Lorsque l'Urssaf propose un plan, le cotisant doit répondre dans un délai d'un mois. À défaut, le plan est réputé

accepté.

Le cotisant a également la possibilité de demander une modification du plan (durée, montant des échéances, etc.) ou de différer sa mise en place.

À certaines conditions, il peut être d'une durée identique au plan établi par l'administration fiscale.

### REMISE DE COTISATIONS SOCIALES

Les travailleurs indépendants (hors régime micro-social) ne pouvant pas bénéficier des exonérations de cotisations sociales liées à la Covid-19 peuvent, à certaines conditions bénéficier d'une remise de cotisations

dues au titre de l'année 2020.

Cela suppose de conclure un plan d'apurement des cotisations sociales.

Pour bénéficier de la remise, il convient notamment de : ne pas pouvoir faire face aux échéances du plan d'apurement ; justifier d'une baisse de chiffre d'affaires d'au moins 50 % sur la période courant du 1er février au 31 mai 2020 ou du 15 mars au 15 mai 2020 ; d'attester avoir demandé aux créanciers privés un étalement des paiements ou une remise de dette (des mentions précises sont exigées).

D'AUTRES CONDITIONS SONT

### REQUISES. VÉRIFIEZ-LES AVEC VOTRE EXPERT-COMPTABLE

Le montant de la remise, décidé par l'Urssaf, est fixé en fonction de la baisse du chiffre d'affaires subie entre février et mai 2020.

Pour pouvoir en bénéficier, la remise doit être demandée à l'Urssaf par le biais d'un formu-

laire. L'Urssaf dispose d'un délai de deux mois pour répondre, son silence valant refus. Face aux difficultés économiques engendrées par la crise sanitaire, la loi permet des facilités de paiement des cotisations sociales dues à l'Urssaf. Faites le point avec votre expert-comptable !



1, Boulevard des Récollets, CS 97802,  
31078 Toulouse Cedex 4 – Le Belvédère.  
Tél. 05 6114 7160 – www.oec-occitanie.org

# La Gazette du Midi

## INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Suivant l'Arrêté du Ministère de la Culture et de la Communication en date du 16 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au millimètre colonne des annonces légales de La Gazette du Midi est fixé pour l'année 2020, à :  
- 1,78 € hors taxe le millimètre/colonne pour les départements de La Haute-Garonne (31) et du Tarn-et-Garonne (82)

Le tarif des annonces est ensuite calculé suivant les prescriptions et la présentation imposées par ledit Arrêté.



L'intégralité des annonces légales parues depuis le 01.01.2010 dans la presse quotidienne et hebdomadaire habilitée est consultable en permanence et librement sur [actulegales.fr](http://actulegales.fr)



Nous nous chargeons de vos annonces à faire paraître dans la France entière, notamment chez nos collègues appartenant comme nous à la presse économique au sein du Réseau Hebdo Eco.

### Adjudications

**Maître Anne Marie-Tabardel**  
es qualité d'administrateur provisoire de  
Maître Christine CABIRAN MARTY  
80 rue des 36 Ponts – 31400 Toulouse  
Téléphone : 05.61.52.61.67

#### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

**Jeudi 16 septembre 2021 à 14 H 00**  
Tribunal JUDICIAIRE de TOULOUSE  
PALAIS DE JUSTICE – 2, ALLEES JULES GUESDE – 31000 TOULOUSE

**Appartement type 4 avec cave  
impass de Londres à TOULOUSE**

**MISE A PRIX : 20.000 EUROS**

Le cahier des conditions de la vente n° 21/00041 peut être consulté au Greffe de Madame le Juge de l'Exécution statuant en matière de saisie immobilière du Tribunal Judiciaire de TOULOUSE, aux jours et heures prévus à cet effet ou au cabinet de Maître Christine CABIRAN-MARTY sur rendez-vous.

Visites : le mardi 7 septembre 2021 de 11 à 12h  
Seuls les Avocats au Barreau de TOULOUSE peuvent soutenir les enchères.

115769 Me Anne Marie TABARDEL es qualité,  
Avocat signé.

**INSERTIONS : DERNIER DELAI  
VENDREDI AVANT 12 HEURES**

## La Gazette Du Midi

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales dans les départements de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne.

EUROL au capital de 14 356,50 €  
RCS 560 800 385 B

Société du groupe ForumEco.

Siège social : 48, allées Jean Jaurès - 31000 Toulouse  
Adresse postale : BP 11209 - 31012 Toulouse cedex 6

Bureaux ouverts :  
du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le vendredi de 9 h à 12 h  
Tél : 05 34 41 34 00 - Télécopie : 05 61 62 40 18  
[annoncelegale.gazm@forumeco.com](mailto:annoncelegale.gazm@forumeco.com)  
[www.forumeco.fr](http://www.forumeco.fr)

Principal associé : Générale de Participations

Représentant légal et Directeur de la publication : Michel GUYOMARD

Rédactrice en chef : Agnès Bergon

Parution le lundi

Prix du numéro : 1 € - Abonnement annuel : 40 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Poligon Pla de l'Estany s/n — 17181 Aiguaviva Girona (Espagne)

Dépôt légal à parution.

Numéro ISSN : 1771-4923

Numéro de commission paritaire : 0326 I 80634



**DECKER & ASSOCIES**

Avocats  
14 rue A. Fourtanier  
31071 TOULOUSE CEDEX 7  
Tél. : 05.61.21.96.84

#### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULOUSE

2 Allées Jules Guesde

**LE JEUDI 9 SEPTEMBRE 2021 A 14 HEURES**

APPARTEMENT DE TYPE 2 avec emplacement de parking

RESIDENCE LES JARDINS DE TOULOUSE

5 rue de l'AGREOU

1er étage du bâtiment E

31560 NAILLOUX

MAP 20.000 €

Il est recommandé aux futurs enchérisseurs de consulter le cahier des conditions de la vente déposé au Greffe aux jours et heures prévus à cet effet (RG 20/00129), sur le site [info-encheres.com](http://info-encheres.com) ; visite par huissier le mardi 31 août 2021 de 13h à 14h.  
115773

### UNE QUESTION CONCERNANT

#### NOS PRESTATIONS ?

#### REDACTION :

**JENNIFER LEGERON - TÉL. : 05.34.41.34.02**

**AGNÈS BERGON - TÉL. : 05.34.41.45.94**

#### COMPTABILITE :

**HÉLÈNE CORET - TÉL. : 05.34.41.34.14**

#### ABONNEMENTS :

**WERONIKA BARAN - TÉL. : 05.34.41.88.01**

#### RELATION CLIENTS :

**GERMAIN CHESNEAU - TÉL. : 05.34.41.34.13**

#### ANNONCES LEGALES :

**TÉL. : 05.34.41.34.00**

**ANNONCELEGALE.GAZM@FORUMECO.COM**

Annances légales







Toutes les annonces légales de votre département sur [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr)

## Haute Garonne

WICAP  
ECOMOUTON

SAS au capital de 108.100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
798 983 722 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 17 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, en remplacement de M. Alexis NOGUES, démissionnaire.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115758

HABITAT EN  
REGION  
OCCITANIE

Société Anonyme de Coordination  
Au capital social de 60.000 Euros  
Siège social :  
8 allée du Lauragais - BP 70131  
31770 COLOMIERS  
R.C.S. de Toulouse N°897 608 535

## Avis de modification

Au terme des délibérations du Conseil d'Administration du 23 juin 2021, ont été nommés à effet du 1er juillet 2021 :

Présidente : Madame Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE, demeurant à MONTPELLIER (34000), 9 rue Cannau, en remplacement de Monsieur François RIEU dont le mandat est venu à expiration.

Directeur Général : Monsieur Philippe TRANTOUL, demeurant à Cornebarrieu (31700), 4 rue François Villon, en remplacement de Monsieur Jean-Luc GARCIA dont le mandat est venu à expiration.

Directeur Général Délégué : Monsieur Jean-Marie GARABEDIAN, demeurant à Montélimar (26200), 8 chemin des Troènes, en remplacement de Monsieur Philippe TRANTOUL dont le mandat est venu à expiration.

Représentant permanent de l'administrateur UN TOIT POUR TOUS au terme du Conseil d'Administration du 18 juin 2021 : Monsieur Philippe PAUL, demeurant à Saint Jean de Vedas (34430), 3 impasse des jons, en remplacement de Monsieur Jean-Marie GARABEDIAN dont le mandat est venu à expiration.

Un extrait des PV des CA seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse. 115819

NATURONS  
DEVELOPPEMENT

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10.000 Euros  
Siège social :  
36 bis rue du Canon d'Arcole  
31000 TOULOUSE  
793 963 257 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision en date du 1er juillet 2021, l'associé unique a décidé :

— de remplacer l'objet social existant par les activités suivantes : "la souscription, la prise de participation majoritaire ou minoritaire, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit et de manière directe ou indirecte, dans toute société à caractère industriel ou commercial, société holding, société en participation, société de capital risques, fonds commun de placement à risques, et dans tout consortium ou groupement d'entreprises, français ou étranger, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, de même que le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations et prises d'intérêts" et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;

— de transférer le siège social du 36 bis rue du Canon d'Arcole - 31000 TOULOUSE, au 1 rue de Saragosse Appartement B12 - 31200 TOULOUSE à compter du 01/07/2021, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts. 115780 Pour avis : La gérance.



## MALBERINE

Société civile immobilière  
au capital de 500 Euros  
Siège social :  
9 avenue de l'URSS  
31400 TOULOUSE  
794 004 218 R.C.S. Toulouse

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 2021, il résulte que: Le siège social a été transféré au 11 rue Louis Courtois de Viçose - 31100 TOULOUSE, à compter rétroactivement du 8 août 2019.

L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE. 115818



NAVARRO-GRANDOU AVOCATS  
8-10 rue d'Albert - 09000 FOIX

## SOLVIONIC

Aux termes de la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 07/07/2021, de la Société Anonyme SOLVIONIC au capital de 590 180 € sise 11 Chemin des Silos 31100 TOULOUSE inscrite au RCS TOULOUSE 448 566 182, il résulte que le mandat du commissaire aux comptes suppléant, M. Thierry MARTY n'est pas renouvelé et qu'il n'est pas procédé à la nomination d'un nouveau commissaire aux comptes suppléant.

Pour avis :  
115827 Le Conseil d'Administration.

WISEED  
IMMOBILIER

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.598,21 Euros  
Siège social :  
2 rue Jean Giono - 31130 BALMA  
808 093 249 R.C.S. Toulouse

Par PV du 17/06/21, il est pris acte de la fin de mandats du CAC titulaire et suppléant de la société. L'assemblée générale décide de ne pas renouveler ou de nommer de nouveaux CAC titulaire ou suppléant.  
R.C.S. de TOULOUSE. 115785

WISEED  
PARTICIPATIONS 2

SAS à capital variable  
de 214.600 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
793 106 048 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 17 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, en remplacement de M. Thierry MERQUIOL, démissionnaire.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115755

## NOMAD ACTIVITY

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10.500 Euros  
Siège social :  
101 boulevard de Suisse  
Immeuble le Vincennes  
31200 TOULOUSE  
809 611 502 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision en date du 1er juillet 2021, l'associé unique a décidé à compter de ce jour :

— de remplacer la dénomination sociale "NOMAD ACTIVITY" par "Laury Rambla Formation & Conseil" ;

— d'étendre l'objet social aux activités de prestations de formation, formation professionnelle initiale et continue, validation des acquis de l'expérience, bilan de compétence, toutes activités annexes, sous toutes ses formes et sur tout support, en présentiel ou distanciel, à destination de tout public ;

— de transférer le siège social du 101 Boulevard de Suisse, Immeuble le Vincennes - 31200 TOULOUSE, au 8 rue Colette Besson - 31620 CEPET.

Les articles 3,2 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Dans la même décision Monsieur Laury RAMBLA, demeurant 8 rue Colette Besson - 31620 CEPET, a été nommé à effet de ce jour, gérant, en remplacement de Madame Emmanuelle RAYMOND-CLERGUE, démissionnaire. 115765

## QUI VIVRA BERAT

Société Coopérative par Actions  
Simplifiée à capital variable  
Siège social :  
Domaine de la Ménardièrre  
84 route de Gratens - 31370 BERAT  
854 065 422 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision unanime du 8 juillet 2021, les associés ont pris acte de la démission de Joëlle REYNAUD de ses fonctions de Présidente et de Marie-Claire AUDUBERT de ses fonctions de directrice générale et ont décidé de nommer Michel MALACARNET demeurant au Domaine de la Ménardièrre, 84 route de Gratens - 31370 BERAT au poste de Président et Gilbert DROUIN, demeurant au Domaine de la Ménardièrre - 84, route de Gratens - 31370 BERAT au poste de directeur général. Mention sera faite au RCS de Toulouse. 115820

WICAP STEM CIS  
2014

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
808 237 887 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 16 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, en remplacement de M. Alexis NOGUES, démissionnaire.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115761

## BERTI

Société par Actions Simplifiée  
au Capital de 100,00 Euros  
Siège social :  
6 rue Maurice Hurel  
Parc d'activité de la Plaine  
31500 TOULOUSE  
R.C.S. Toulouse : 900 423 559

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2021, il a été décidé d'étendre l'objet social aux activités de : couverture et toutes enveloppe du bâtiment à compter du 18 juin 2021.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit : "La société a pour objet : Bardage, couverture et toutes enveloppe du bâtiment".

Le reste de l'article demeure inchangé.

Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE. 115835 Pour avis.

## WICAP CAVISSIMA

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
810 034 728 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de Président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, et ce en remplacement de M. Alexis NOGUES, démissionnaire.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115801

TRAVAUX HABITAT  
31

Société à responsabilité limitée  
au capital de 150.000 Euros  
Siège social :  
79 bis route de Fronton  
31140 AUCAMVILLE  
851 922 245 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision en date du 12 juillet 2021, l'associé unique a pris acte de la démission de ses fonctions de gérant de Monsieur Arnaud LACOINTA, sans pourvoir à son remplacement. 115781 Pour avis : La gérance.

## SAS ICPC

Au capital de 1.000 euros  
AUTERIVE (31190)  
102 Impasse du Sauvage  
SIREN 817 933 310 R.C.S. Toulouse

C'est à tort et par erreur que lors de la parution du 12 juillet 2021, il a été stipulé SCI ICPC au lieu de SAS ICPC. Le reste sans changement. 115789

SAS F.R.I.E.N.D.'S  
PERMIS

SAS F.R.I.E.N.D.'S PERMIS, SIRET : 897 589 651. Présidente : DELAPREZ Séverine. Capital : 2.000 €. NOUVEAU SIEGE SOCIAL : 13 rue Sainte Ursule - 31000 TOULOUSE, chez HARRYCOW société de domiciliation d'entreprise. Date du nouveau siège : 21/06/2021. Ancien siège : 7 route d'Agde - 31500 TOULOUSE. 115749

WICAP  
AGRONERGY

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
814 600 193 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 €, dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, en remplacement de M. Alexis NOGUES, démissionnaire.  
Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115753

## WICAP EXOES 2

SAS au capital de 134.600 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
800 930 521 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 17 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115757

## WICAP ECRIN 2

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
823 968 425 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115812

## WICAP ALCMEON

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
820 585 685 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115810

## WICAP COMWATT

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
808 423 651 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115808

WICAP  
COMWATT 2

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
839 687 647 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115811

## WICAP FLIPR

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
823 914 833 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115814

## WICAP FFLY4U

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
838 630 879 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115815

## WICAP IDHELIO

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
854 027 109 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 19 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115846

MAISON DE SANTE  
PLURIPROFESSIONNELLE  
LA CARTOUCHERIETransfert siège et modif  
des associés

MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE LA CARTOUCHERIE SISA au capital de 1.200,00 € Siret : 887 888 238 00011  
Siège social : 163 Avenue de Grande Bretagne Résidence Hype Park, 31300 TOULOUSE  
Suivant décisions des associés du 07 Avril 2021 : - Le siège social a été transféré, du 232 Rue des Fontaines 31300 TOULOUSE, au 163 Avenue de Grande Bretagne, Résidence Hype Park, 31300 TOULOUSE (Haute Garonne). - Après en avoir délibéré, l'assemblée générale décide de procéder à la diminution de capital de cinquante (50) Euros puis d'augmenter le capital d'une somme de cent (100) Euros, pour ainsi le porter de mille cent cinquante (1.150) Euros à mille deux cent (1.200) Euros. La diminution de capital est réalisée par annulation d'une (1) part sociale de cinquante (50) Euros attribuée à Lisa LE GUEN. L'augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de deux (2) parts sociales nouvelles de cinquante euros (50 euros) attribuées à - Madame Madec Johanne : 1 part portant le numéro 23, - Madame Jouin Mégane : 1 part portant le numéro 24, en contrepartie de leur versement à la caisse sociale Les parts sociales nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour. Les statuts seront mis à jour suite à ces délibérations. En conséquence, l'article 4, 5, 7 et 8 des statuts ont été modifiés et mis à jour. Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis :  
115858 La gérance.

## WICAP LUXIA

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
878 950 898 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de Toulouse. 115848

WICAP ONE  
CHECK 2014

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
805 317 922 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 17 juin 2021, il a été décidé de :

— transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence ;

— nommer en qualité de président, la société "WISEED", SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, en remplacement de M. Alexis NOGUES, démissionnaire.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115759

WICAP  
FIBANDCO 4

SAS à capital variable de 100 Euros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
820 222 701 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115813

# Toutes les annonces légales de votre département sur [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr)

## Haute Garonne / Tarn et Garonne



### DMS CONSTRUCTIONS

DMS CONSTRUCTIONS, SAS au capital de 12.500 €, siège social : 95 rue des 36 Ponts - 31400 TOULOUSE, R.C.S. TOULOUSE 803 136 589.

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 30/06/2021, il résulte que les mandats de la société ACSO CONSEILS L'UNION (anciennement dénommée ACTITUDES), Commissaire aux Comptes titulaire, et de Mme Catherine SAINT GUIRONS, Commissaire aux Comptes suppléante, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes. 115855

### L'AUTOUR

SARL au capital de 7.700 €uros  
Siège social  
1 place Rouaix - 31000 TOULOUSE  
R.C.S. Toulouse : 412 166 472

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2021, il a été décidé que : Monsieur Jacques JANY demeurant 2, chemin de Vigoulet Auzil, Lieu-Dit Creuse 31120 PORTET-SUR-GARONNE est nommé aux fonctions de gérant pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Thierry DE LAPARRE DE SAINT SERNIN, gérant démissionnaire à compter du 01 juillet 2021.

Monsieur Jacques JANY déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne faisait obstacle à l'exécution de ce mandat.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis :  
Le gérant.

### WICAP STEMICIS

SAS à capital variable au capital de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
808 238 018 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 16 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115760

### ECONOTRE

SAS au capital de 750.000 €uros  
Siège social :  
Route de Montauban ZA des Turquès  
31660 BESSIERES  
410 872 188 R.C.S. Toulouse

Suivant Décisions du 10/06/2021, l'Associée Unique a décidé de ne pas renouveler le mandat du Commissaire aux comptes suppléant, la Société CBA. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE. 115768

### WICAP ANTOFENOL

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
823 824 917 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 18 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au R.C.S. de TOULOUSE. 115809

### WICAP FORESTERA

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
823 740 543 RCS Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de Toulouse. 115849

### WICAP LATTICE

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
842 030 009 RCS Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de Toulouse. 115850

### WICAP ODonTELLA

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
832 544 803 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de TOULOUSE. 115853

### WICAP MAMIE&CO

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
825 256 969 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de TOULOUSE. 115854

### WICAP ONE CHECK 2

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
819 127 127 R.C.S. Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 21 juin 2021, il a été décidé de transférer le siège social au 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention au RCS de TOULOUSE. 115861

### POURSUITE D'ACTIVITE

### AC PISCINES

Société à responsabilité limitée au capital de 3.000 €uros  
Siège social :  
4 impasse Joliot Curie  
31140 ST ALBAN  
538 437 419 RCS Toulouse

Aux termes d'une décision en date du 22 juin 2021, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis :  
La gérance.



### SELARL LAFAYETTE

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée de médecin  
Au capital : 1.000,00 €uros  
Siège social :  
21 rue Lafayette - 31000 TOULOUSE  
879 562 585 R.C.S Toulouse

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 30 juin 2021, l'associée unique statuant conformément à l'article L223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention, sera faite au R.C.S. de TOULOUSE. 115787 Pour avis.

### DISSOLUTION DE SOCIETE

### SAS MALACHE

SAS MALACHE, en liquidation, au capital de 1.000 €, siège social : 1 rue Jean Mermoz - 31120 ROQUETTES, R.C.S. TOULOUSE 824 796 452.

Par AGE du 30 juin 2021, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société ce jour et sa mise en liquidation amiable.

Nommé liquidateur M. HABOUCHÉ IDIR : 1 rue Jean Mermoz - 31120 ROQUETTES, et fixé le siège de la liquidation au siège social. Le dépôt sera effectué au R.C.S. TOULOUSE. 115415

### SCI Cournarette

Société Civile Immobilière au capital de 1.000 €uros  
Siège social :  
3 IMPASSE SIMIN PALAY  
RCS TOULOUSE N° 509 520 656

### Dissolution anticipée

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2021, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 juin 2021.

Monsieur Jean Patrick FONTAS demeurant : 3 Impasse Simin Palay 31800 SAINT GAUDENS a été nommée liquidateur avec tous pouvoirs pour procéder aux opérations de dissolution-liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé à : 3 Impasse Simin Palay 31800 SAINT GAUDENS. 115771 Pour avis.

### SCI SALAMA

Capital : 1.000 €uros  
Siège social :  
38 rue de la Bourdette - 31130 BALMA  
Siège de la liquidation :  
38 rue de la Bourdette - 31130 BALMA  
SIRET : 452 826 845 00011

L'assemblée générale extraordinaire du 8 juillet 2021 a décidé la dissolution anticipée volontaire de la société à compter de ce même jour, et sa liquidation amiable sous le régime légal.

A été nommé comme liquidateur Monsieur Gilles Salama demeurant 38 rue de la Bourdette - 31130 BALMA avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur. R.C.S. TOULOUSE. 115844 Le liquidateur.

### WICAP DEVATICS 2015

SAS à capital variable de 100 €uros  
Siège social :  
3 avenue Didier Daurat  
31400 TOULOUSE  
810 242 404 RCS Toulouse

Suivant à l'AG Mixte du 13 juillet 2021, il a été prononcé la dissolution anticipée de la société. L'assemblée a nommé en qualité de liquidateur, la société « WiSEED », SA au capital de 1.106.489,89 € dont le siège social est situé 2 rue Jean Giono - 31130 BALMA - 504 355 520 TCS TOULOUSE, mettant ainsi fin aux fonctions de Mr Alexis NOGUES, en qualité de Président. Le siège de liquidation est fixé au siège social et pour la correspondance, au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. Mention au RCS de Toulouse. 115847

### CLOTURE DE LIQUIDATION

### LEDSDISCOUNT

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 2.000 €uros  
Siège social et de liquidation :  
4 allée Niel - 31600 MURET  
751 805 987 R.C.S. Toulouse

L'assemblée générale réunie le 12 juillet 2021 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Ludovic TARISSÉ demeurant 16 rue Sophie Scholl - 31100 TOULOUSE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S. 115822

### S.C.I. PASSAN

S.C.I. au capital social de 1.000 €uros  
151 Bis Chemin Ramelet Moundi  
31100 TOULOUSE  
SIREN 444 452 031

### Avis de clôture de liquidation

L'assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28 juin 2021 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, décharge Monsieur Pascal TAPIE de son mandat de liquidateur, donne à ce dernier quitus de sa gestion et constate la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE 115824 Pour avis.

### CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

### EPOUX TOUIHRI

### Insertion - Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Hugues PAUQUET, Notaire, titulaire d'un office notarial à TOULOUSE (Haute-Garonne), 55 avenue Camille Pujol, CRPCEN 31100, le 9 juillet 2021, a été conclu le changement de régime matrimonial portant notamment liquidation de la communauté et adoption de la séparation de biens entre : Monsieur Abdelwaheb TOUIHRI, commercial, et Madame Leïla AMEURZAIMECHE, chef de projet, demeurant ensemble à BALMA (31130), 8 rue du Clos Fleuri.

Monsieur né à AGEN (47000) le 13 juillet 1979, Madame née à TOULOUSE (31000) le 22 avril 1985, mariés à la mairie de CUGNAUX (31270) le 3 juillet 2010 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

L'acte comporte notamment partage partiel de la communauté pour des biens et droits immobiliers situés à 1°/ SEIX (ARIÈGE) 09140 Lieu-dit Las Ribasses parcelles E 279 et 283, 2°/ TOULOUSE (31500) 58 avenue de la Colonne lots de copropriété n°3, 9 et 15 sur parcelles 806 AD 285 3°/ MONTAUBAN (82000) 528 avenue 528-530 av.de Bordeaux lots de copropriété n°116 et 183 sur parcelles 806 IY 342 à 344, 346 et 350, et reprise des trois prêts, sans remettre en cause la solidarité des époux, afférents 1°/ à l'acquisition des biens situés à TOULOUSE (31500) 58 avenue de la Colonne lots de copropriété n°3 et 9 et 2°/ à l'acquisition dans le même immeuble des lots de copropriété n°7 et 8, 3°/ un prêt mutiservices, le tout étant attribué à Monsieur TOUIHRI en contrepartie du paiement d'une soulte.

Le surplus de la communauté reste soumis au régime de l'indivision légale conformément aux dispositions du Code civil.

Les oppositions des créanciers, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial de Maître Hugues PAUQUET, à l'adresse indiquée ci-dessus, où domicile a été élu à cet effet. 115754 Pour insertion : Le Notaire.

## Tarn et Garonne

### VENTE CESSION

### ATTRIBUTION D'APPORTS

### "ARCADE GOURMANDE"

### Insertion - Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Anthony LOPEZ, Notaire Associé à MONTAUBAN (Tarn et Garonne), 18 Place Prax Paris, le 1er juillet 2021, enregistré à MONTAUBAN, le 13 juillet 2021 sous le numéro de dépôt 33673, a été cédé un fonds de commerce par : Monsieur Alain Charles Justin MARTY, commerçant, et Madame Josiane PRADEL, retraitée, demeurant ensemble à MONTAUBAN (82000), 380 chemin des Lebrats.

Monsieur est né à MONTAUBAN (82000), le 16 mars 1960, Madame est née à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE (12200), le 10 juin 1960.

A : La Société dénommée PARADIS BLANC, Société à responsabilité limitée au capital de 5000,00 €, dont le siège est à MONTAUBAN (82000), 13 Place Nationale, identifiée au SIREN sous le numéro 900213372 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN.

Désignation du fonds : fonds de commerce de Salon de Thé, Restauration sur place ou à emporter, vente de pâtisseries, macarons, biscuiteries, viennoiseries, pain, confiseries, chocolats, glaces, conserves, produits du terroir, épicerie, vins et spiritueux, champagnes, thés, cafés, accessoires et décorations, boissons chaudes, boissons froides, bar à fruits ? sis à MONTAUBAN (82000), 14 Place Nationale, connu sous le nom commercial "Arcade Gourmande", et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de MONTAUBAN, sous le numéro 884 938 192.

Le cessionnaire est propriétaire et aura la jouissance du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de quatre-vingt mille euros (80.000,00 €), s'appliquant : aux éléments incorporels pour quatre-vingt mille euros (80.000,00 €).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet. 115817 Pour insertion : Le Notaire.

ABONNEZ-VOUS : 40 €/PAR AN

### CLOTURE POUR

### INSUFFISANCE D'ACTIF

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :

**G'OZE**  
Nom : G'OZE  
(SAS)

Enseigne: G' Oze  
Forme - capital : Société par actions simplifiée 1 500,00

Adresse : 40 faubourg Lacapelle 82000 Montauban  
R.C.S. MONTAUBAN B 513 212 290 2009 B 288

Si non inscrit au RCS : 513 212 290  
Activité : Création de tous articles de modes, vêtements, maroquinerie, bijoux fantaisies,

Jugement initial : 16/07/2019.  
115838 Le Greffier : Me CRAPOULET.

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :

**TOTAL-ETHNIQUE.COM.**  
Nom : TOTAL-ETHNIQUE.COM.  
(SARL)

Forme - capital : Société à responsabilité limitée 10 000,00

Adresse : 13, rue du Bosquet Bleu - Chez M. Haddad, Résidence le Carre Bleu - Apprt B8 - 82700 Montech  
R.C.S. MONTAUBAN B 507 834 034 2008 B 475

Si non inscrit au RCS : 507 834 034  
Activité : Vente à distance sur catalogue spécialisé  
Jugement initial : 05/01/2021  
115839 Le Greffier : Me CRAPOULET.

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :

**JMMDJ**  
Nom : JMMDJ (SARL)

Forme - capital : Société à responsabilité limitée 1 000,00  
Adresse : 229, rue Marcellé Davet, les Jardins de Compostelle N°4 - 82000 Montauban

R.C.S. MONTAUBAN B 752 888 487 2012 B 431  
Si non inscrit au RCS : 752 888 487  
Activité : Constructions maisons individuelles

Jugement initial : 05/01/2021  
115840 Le Greffier : Me CRAPOULET.

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :

**ELECTRO ENERGIE**  
Nom : ELECTRO ENERGIE (SARL)

Forme - capital : Société à responsabilité limitée 7 622,45  
Adresse : Rue de la Jonquièrre - 82300 Caussade  
R.C.S. MONTAUBAN B 306 269 101 96 B 54

Si non inscrit au RCS : 306 269 101  
Activité : Travaux d'installation et d'entretien d'électricité générale et industrielle automatisée et vente entretien concernant l'électricité

Jugement initial : 05/01/2021  
115841 Le Greffier : Me CRAPOULET.

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :

**CREAT'IV**  
Nom : CREAT'IV (SAS)

Enseigne : VERONE CUISINES  
Forme - capital : Société par actions simplifiée 300,00  
Adresse : ZA du Rival - 82130 Lafrançaise

R.C.S. MONTAUBAN B 818 096 604 2016 B 62  
Si non inscrit au RCS : 818 096 604  
Activité : Conseil en aménagement, établissement de plan, agencement d'intérieur, vente de mobilier, achat de mobilier et immobilier

Jugement initial : 19/01/2021  
115842 Le Greffier : Me CRAPOULET.

Toutes les annonces légales de votre département sur [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr)

## Tarn et Garonne

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 06/07/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de :

Dénomination :  
**VIGNERONS DE LA TERRASSE**  
Nom : VIGNERONS DE LA TERRASSE (SARL) représentée par la SELARL JULIEN PAYEN prise en la pers. de Me Julien PAYEN es qualités de liquidateur amiable

Forme - capital : Société à responsabilité limitée 15 244,90  
Adresse : la Cave de Campsas, Campsas - 82370 Labastide-Saint-Pierre

R.C.S. MONTAUBAN B 382 827 566 91 B 234  
Si non inscrit au RCS : 382 827 566  
Activité : Vinification, stockage, conservation, conditionnement et expédition du vin, produits dérivés, fabrication

Jugement initial : 05/01/2021  
115843 Le Greffier : Me CRAPOULET.

## CONSTITUTION

## DE SOCIETE



**OFFICE NOTARIAL MICHEL MAGIS**  
Résidence le Grand pont  
Allée des basses rives  
83270 TRANS EN PCE

## AL ANGELO

Acte reçu par Maître Stanislas MAGIS, notaire associé à TRANS EN PROVENCE (Var), le 9 juillet 2021.

DENOMINATION SOCIALE : AL ANGELO.  
FORME : société civile, régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil.

SIEGE SOCIAL : CAUSSADE (82300) 623 Chemin de Ricassac.

OBJET : - l'acquisition, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers ; - La propriété, l'administration et la gestion de toutes valeurs mobilières françaises ou étrangères dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt (...).

DUREE : quatre-vingt dix neuf (99) années.

CAPITAL SOCIAL : cent euros (100,00 €).

APPORTS : exclusivement en numéraire.

CESSIONS DE PARTS : Les cessions de parts doivent être constatées par acte authentique ou sous signature privée. toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

GERANCE : Monsieur et Madame Michel BARAILLER pour une durée illimitée.

Immatriculation auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de MONTAUBAN.

115845 Pour avis : Le Notaire.

## SCI SARDY

## Avis de constitution

Suivant acte SSP en date 13 janvier 2021 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

OBJET : Acquisition propriété, mise en valeur, transformation, construction, location de tous biens et droits immobiliers.

DENOMINATION SOCIALE : SCI SARDY.

SIEGE SOCIAL : NEGREPELISSE (82800), 1355 chemin Barthelot Coulass.

DUREE : 99 ans.  
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.

Apports exclusivement en numéraire.

Cessions de parts soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

GERANTS : M. Jean JOCQUEVIEL et Mme Agnès DUREL son épouse demeurant à NEGREPELISSE (82800), 1355 chemin Barthelot Coulassy.

Immatriculation au R.C.S. de MONTAUBAN.  
115860 Pour avis : Les gérants.



**Etude de Maîtres François CHABOSSON et Christophe MASSIP**

Notaires associés  
à MONTAUBAN (Tarn et Garonne)  
68 avenue Charles de Gaulle

## SCI ASTRAGALE OG

## Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Christophe MASSIP, Notaire associé membre d'une Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial à MONTAUBAN, Tarn et Garonne, 68, avenue Charles de Gaulle, le 11 juin 2021, enregistré au SIE de MONTAUBAN, 82000, le 02/07/2021, dossier n°D2021 00031819, Référence 8204P01 2021 N°00585, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil et du décret numéro 78-704 du 3/07/1978.

La dénomination sociale est : SCI ASTRAGALE OG.

Le siège social est fixé à : ALBIAS (82350), rue de l'Appel du 18 juin 1940.

La société est constituée pour une durée de 99 années.

La société a pour objet : la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, l'acquisition, la prise à bail, la location-vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles, la construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte, la réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination, l'administration, la mise en valeur et plus généralement l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux, l'obtention de toutes ouvertures de crédits, prêts et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire, destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société, toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de l'exécution des travaux de construction respectivement de la réalisation de l'objet social et ce, par voie de caution hypothécaire, et, plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de l'objet de la société ; la société peut, notamment constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux.

Le capital social est fixé à la somme de : 120,00 EUR. Il est divisé en 120 parts sociales de 1,00 € chacune. Ces parts sont numérotées de 1 à 120 et attribuées de la façon suivante : Monsieur Jimmy GABUS : 60 parts

socials en pleine propriété - numérotées de 1 à 60 inclus. Monsieur Yan OUDINET : 60 part sociale en pleine propriété - numérotées de 61 à 120 inclus.

Les apports sont : 1- Monsieur Jimmy GABUS : Une somme de SOIXANTE EUROS (60,00 EUR). 2- Monsieur Yan OUDINET : Une somme de SOIXANTE EUROS (60,00 EUR).

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les gérants de la société sont :

1- Monsieur Jimmy GABUS, ostéopathe, demeurant à MONTAUBAN (82000) 2 rue des Frères Poncelet Apt 12. Né à PONTOISE (95000) le 13 juillet 1989. Célibataire. Non lié par un pacte civil de solidarité. De nationalité française.

2- Monsieur Yan OUDINET, pédicure-podologue, époux de Madame Chloé DEYSSARD, demeurant à MONTAUBAN (82000) 8 rue des Bleuets. Né à THIAIS (94320) le 25 septembre 1989. Marié à la mairie de MONTAUBAN (82000) le 19 septembre 2020 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Cécile AGUIRRE, notaire à MONTAUBAN, le 2 mars 2020. De nationalité française.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MONTAUBAN.

115772 Pour avis : Le Notaire.

## MODIFICATION DE STATUTS

## APIC - ASSISTANCE EN PROMOTION IMMOBILIERE &amp; CONSEILS

Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 Euros

Siège social : ALBASUD - 35 avenue du Danemark 82000 MONTAUBAN

754 083 772 R.C.S. Montauban

Aux termes d'une décision en date du 01 juillet 2021, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de ALBASUD 35 avenue du Danemark - 82000 MONTAUBAN, au 4 place Prax Paris - 82000 MONTAUBAN à compter du 01/07/2021, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

115779 Pour avis : La gérance.

## EARL DE SAINT LAURENT

EARL - Capital 116.900 Euros

Siège social Saint Laurent - 82800 MONTRICOUX

400 476 214 R.C.S. Montauban

Les associés de l'"EARL DE SAINT LAURENT" réunis en assemblée générale extraordinaire le 06/07/2021, ont accepté la démission de Colette LACOMBE de ses fonctions de gérante.

115421 Pour avis : La gérance.

## CURSIM DECORATION

Société à responsabilité limitée au capital de 200.000 Euros porté à 400.000 Euros

Siège social : 646 avenue Jean Moulin 82000 MONTAUBAN

R.C.S. Montauban : B 420 486 250

L'assemblée générale extraordinaire réunie en date du 30 juin 2021 a décidé d'augmenter le capital social de 200.000 € par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relatées.

ANCIENNE MENTION : Le capital social est fixé à deux cent mille Euros (200.000 €).

NOUVELLE MENTION : Le capital social est fixé à quatre cent mille Euros (400.000 €).

115816 Pour avis : La gérance.

## SCI DU BARTAC

SCI - Capital 1.000 Euros

Siège social 1188 chemin de Roseaux

Lieudit Bartac 82200 MOISSAC

813 962 982 R.C.S. Montauban

## Avis de demission du gérant

Aux termes d'une délibération en date du 06/07/2021, l'assemblée générale a constaté la démission de Gaëtan RISPE de ses fonctions de gérant.

Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de MONTAUBAN.

Pour avis : La gérance.

115479



## SELARL FERES-MASSOL - DORE-ONROZAT - COMBEDAZOU

546 boulevard Hubert Gouze BP 70381 - 82003 MONTAUBAN CEDEX

Tél. : 05.63.63.36.79 - Fax. : 05.63.93.59.58

Courriel : contact@fmdoc.fr

## SCI CHAMPIX

Société civile immobilière au capital de 50.000 Euros

Siège social : 45 rue de la République 82000 MONTAUBAN

R.C.S. Montauban 887 796 621

Au terme du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 1er juillet 2021 de la société SCI CHAMPIX, il résulte que le siège social a été transféré au 97 avenue de Saint-Juéry - 81000 ALBI, à compter du 1er juillet 2021.

En conséquence, la société qui est immatriculée au registre de commerce et des sociétés de MONTAUBAN sous le numéro 887 796 621 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au registre de commerce et des sociétés d'ALBI.

L'article 5 siège social de statuts a été modifié en conséquence.  
115807 Pour avis.

## POURSUITE D'ACTIVITE

## GB CONSEILS

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 Euros

Siège social : 4 place de la Bascule 82160 CAYLUS

512 758 442 R.C.S. Montauban

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2021, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

115856 Pour avis : La gérance.

## CLOTURE

## DE LIQUIDATION

## EARL DE BORDE HAUTE

Exploitation agricole à responsabilité limitée

Société civile en liquidation au capital social de 38.200 Euros

Siège social : 1278 route de Pommevic 82400 SAINT PAUL D'ESPIS

Siège de liquidation : 1278 route de Pommevic 82400 SAINT PAUL D'ESPIS

429 683 980 R.C.S. Montauban

Suivant décision en date du 08/07/2021, l'associé unique a approuvé le compte définitif de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de MONTAUBAN, en annexe au R.C.S.

115679 Pour avis : Le liquidateur.

**POUR PLUS DE RAPIDITÉ, OPTEZ POUR LE RÈGLEMENT PAR VIREMENT OU PAR CARTE BANCAIRE, DE PLUS VOUS FEREZ UN GESTE POUR L'ENVIRONNEMENT...**

**La Gazette du Midi**  
L'HEBDOMADAIRE RÉGIONAL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO - MIDI-PYRÉNÉES

**Confiez-nous vos annonces légales !**

- SUMI PERSONNALISÉ PAR NOTRE ÉQUIPE
- PUBLICATION DANS TOUS LES DÉPARTEMENTS DE FRANCE
- RELECTURE SYSTÉMATIQUE
- SÉCURITÉ JURIDIQUE OPTIMUM
- DEVIS RAPIDE
- ATTESTATION DE PARUTION ET FACTURE IMMÉDIATES

Avec vous depuis 1881

Envoyez vos annonces par mail à [annoncelegale.gazm@forumeco.com](mailto:annoncelegale.gazm@forumeco.com)  
Renseignements au 05 34 41 34 00



**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES MARDI 20 JUILLET  
À 10H00 & 14H30**

**À 10H00 : PIÈCES D'OR ET BIJOUX**

**À 14H30: MOBILIER DESIGN meublant la  
demeure d'un amateur en Occitanie**

La vente est faite sur désignation, les lots demeurant chez le propriétaire jusqu'au 22 juillet. Les lots seront à retirer sur place le 22 juillet (l'adresse sera uniquement communiquée aux acquéreurs). En cas de non retrait des lots sur place le 22, facturation du retour des lots et stockage à l'étude à hauteur de 100 euros par article, puis frais de stockage additionnel de 10 euros par jour et par article à partir du lundi 26 juillet. En parallèle, une livraison à prix préférentiel est proposée le 23 juillet autour de Toulouse (nous contacter après la vente). En l'absence de précisions données, l'option « retour à l'étude » sera appliquée.

**MESURES DE PRECAUTION : COVID-19**

- VENTE en « LIVE » sur [interencheres-live.com](http://interencheres-live.com)
- VENTE en présentiel (salle des ventes Hôtel des Ventes St Aubin)

Paiement par CB, espèces jusqu'à 1000 € ou virement bancaire

**PHOTOS VISIBLES SUR**

[WWW.INTERENCHERES.COM/31004](http://WWW.INTERENCHERES.COM/31004)

**LIEU DE VENTE :**

HOTEL DES VENTES ST AUBIN - 3 BLD MICHELET - 31000 TOULOUSE

[WWW.MARCLABARBE.COM](http://WWW.MARCLABARBE.COM)

**Hôtel des ventes Saint Aubin**

3 Boulevard Michelet BP 559 31034 Toulouse CEDEX 6

Tel : 05 61 23 58 78 - Fax : 05 62 27 29 28 - [contact@marclabarbe.com](mailto:contact@marclabarbe.com)

Commissaire-Preneur Habilité - Agrément n°2002/279 - TVA/CEE FR6544270824400011 - Siret n°44270824400011  
Commissaire-Preneur Judiciaire - TVA/CEE FR2040165297900014 - Siret n°40165297900014



**VENTES AUX ENCHÈRES**

**JEUDI 22 JUILLET A 11H00**

31250 - REVEL

**SUITE LJS DEPANNAGE REVELOIS  
VEHICULES ET OUTILLAGE**



COMPAIR - Compresseur Cyclon 111, Outillage à main, pièces détachées auto, KASEA - Buggy, Quad, YAMAHA - Moto Diversion  
Dépanneuse IVECO, SMART City

**Expositions publiques :**

Le jour de la vente de 10h30 à 11h00

Catalogue consultable sur

[interencheres.com](http://interencheres.com) et [suduca.com](http://suduca.com)

Paiement par carte ou virement bancaire, espèces

jusqu'à 1 000 €

Frais judiciaires de 14.28 % TTC

**Me Guillaume SUDUCA** - Commissaire-preneur Judiciaire

SIRET : 85203325700019

2, rue du Languedoc - 31000 TOULOUSE

**05.61.29.79.88**

[ventes@suduca.com](mailto:ventes@suduca.com)

[www.suduca.com](http://www.suduca.com)

**MERCI** À TOUS NOS  
**BÉNÉVOLES**  
POUR LEUR  
ENGAGEMENT, À NOS **PARTENAIRES**  
ET AUX **DONATEURS** POUR LEUR  
SOUTIEN. LA **SOLIDARITÉ** EST  
PLUS QUE JAMAIS INDISPENSABLE,  
**NOUS SOMMES AU RENDEZ-VOUS**  
**GRÂCE À VOUS.**

*#SolidaritéCovid19*

REJOIGNEZ CET ÉLAN SOLIDAIRE :  
[www.restosducoeur.org](http://www.restosducoeur.org)



## MARDI 27 JUILLET A 10H & 14H

Suite contentieux bancaires STTF, CHAMPETIER, IRRIGATION & SERVICES,  
LNC IMMO PRO, SWEETCOM

Pour tous renseignements, merci de contacter :  
• Serge CLAUSEN au 06.88.27.28.71

**Inscription obligatoire**

**ENCHÈRESVOMAT**  
MATÉRIELS D'OCCASION

ZI Tavernie - 31150 Bruguières - France

- Frais de vente à la charge de l'acquéreur : 13 % HT
- Vente faite en HT
- Commissaires-Priseurs habilités : Eric PRIM - Serge CLAUSEN - Gaël MONSINJON
- N°Agrément : 2007-635

- Expositions :
- Lundi 26 juillet de 14 h 30 à 17 h 30
  - Mardi 27 juillet à partir de 8 h.

**En raison des mesures sanitaires :**

- Port du masque obligatoire
- Respect des gestes barrière
- Distanciation physique

### 300 LOTS

- Inscription avec dépôt de chèque obligatoire
- Paiement par virement bancaire
- Enlèvement **EXCLUSIVEMENT** sur rendez vous
- Aucun enlèvement le jour de la vente



**2012**  
**SANDVIK QI 440**  
Concasseur



**2017**  
**ANACONDA TR60 STOCPILER**  
Tapis de mise en stock



**2002**  
**4x4 RENAULT KERAX 370**  
Bras Guima BS 10



**2018**  
**IVECO STRALIS 460 X-WAY**  
Tracteur routier



**2008**  
**RENAULT MIDLUM 190 DXI**  
Grue HMF 910 K2



**1999**  
**SCANIA P 94 460**  
Bouille SECMAIR 3400 litresr



**2019**  
**MITSUBISHI Canter Fuso 3C13**  
Benne + coffre



**2015**  
**VOLKSWAGEN CRAFTER**  
Benne + coffre



**2017**  
**PEUGEOT 208 Sté 1.6 HDI**  
Premium Pack xr



**2012**  
**RENAULT MAXITY 120 DXI**  
Bouille CTP 600 litres - 3T5



**2016**  
**KUBOTA U 35-3a3**  
Mini pelle



**2019**  
**CATERPILLAR 301.6**  
Mini pelle



**2020**  
**KUBOTA U 17-3A**  
Mini Pelle



**2020**  
**ATTACK AK 35**  
Chariot élévateur diesel

**ENCHÈRESVOMAT**  
MATÉRIELS D'OCCASION

LISTE DÉTAILLÉE SUR NOTRE SITE :  
[www.encheresvo.com](http://www.encheresvo.com)

📞 05.62.22.28.22

## Actualités

**LA CHUTE SANS FIN DU DIESEL. EN JUIN, SEULEMENT 20 % DES VOITURES NEUVES IMMATRICULÉES ROULAIENT AU GAZOLE. DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, ON VEND PLUS D'HYBRIDES QUE DE DIESELS SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS.**

À quel niveau se situeront les ventes de diesel au moment où les modèles l'utilisant seront bannis des catalogues des constructeurs ? Au rythme de la décline des immatriculations, cela risque de ne pas affecter grand monde. En juin, seulement 20 % des voitures neuves étaient des diesels. Un chiffre inédit depuis plus de 40 ans. Sans remonter à la période hégémonique du diesel, il suffit de se rappeler qu'en 2015 il représentait 57 % des voitures particulières mises sur le marché et 52 % l'année suivante. En juin 2019, les diesels fédéraient encore plus d'un tiers des acheteurs. Depuis, la tendance s'est accentuée. Pas une seule fois depuis le début de l'année, la part de diesel n'a excédé les 25 %. À l'issue du premier semestre, seulement 23 % des immatriculations concernaient des voitures roulant au gazole. Un recul de 8 % sur un an. Certaines marques ont décidé de ne plus en proposer sur leurs nouveaux modèles, ce qui contribue à accélérer un mouvement qui semble irréversible. En parallèle, la montée en puissance des hybrides s'est confirmée au point de dépasser les diesels avec 24,3 % des immatriculations de voitures neuves (223 807) dont 71 708 versions rechargeables s'octroyant à elles seules 8,7 % des ventes du premier semestre. La catégorie, après avoir longtemps stagné, décolle enfin grâce à une offre en forte progression. Les 100 % électriques gagnent elles aussi du terrain avec 72 545 voitures écoulées en six mois et 7,9 % du total des immatriculations depuis le début de l'année. La baisse des aides fiscales pour les 100 % électriques et dans une moindre mesure pour les hybrides rechargeables a sans doute incité les acheteurs à anticiper leur décision d'achat avant le 1<sup>er</sup> juillet. Enfin, les modèles utilisant la bicarburantion GPL/GNV sortent de la marge, en particulier grâce à Dacia avec ses offres « usine ». Au premier semestre, 23 000 voitures à bicarburantion ont été immatriculées pour atteindre 2,5 % du marché. Les voitures roulant au sans-plomb restent cependant majoritaires mais leurs ventes régressent. Elles se sont établies à 42,3 % (390 686) du total. Par voie de conséquences, les émissions moyennes de CO<sub>2</sub> reculent nettement, passant de 123,2 g/km en juin 2020 (norme WLTP) à 107,5 g/km. Le progrès est significatif mais loin de la norme européenne de 95 g/km en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier...

### APPEL À PROJETS « 50 SOLUTIONS DE MOBILITÉ LABELLISÉES POUR NOS RÉGIONS »

Le CNPA, Mobility Makers et Via ID ont lancé « 50 solutions pour nos régions », un appel à projets auprès des différents acteurs de la mobilité en vue de labelliser des solutions ou des initiatives en matière de mobilité adaptées aux spécificités de chaque territoire. Le jury indépendant ainsi que les trois fondateurs de l'initiative se sont basés sur cinq critères pour l'évaluation des solutions : la compréhension des besoins, la durabilité et la pertinence, le caractère innovant, l'exécution et la capacité à se déployer. 50 % des solutions concernent les transports individuels motorisés, 38 % visent les transports collectifs, 34 % les transports solidaires et inclusifs, 26 % les transports de marchandises et 24 % la voirie. Les thématiques, abordées par les start-ups, TPE/PME, associations et collectivités ayant proposé des solutions, concernent notamment le stationnement, le partage de véhicules, les trajets domicile-travail et les études de flux. La neutralité carbone des transports terrestres à partir de 2050 fait également partie des ambitions affichées par la loi d'Orientation des Mobilités. Ces initiatives, qui ont pour vocation de créer un dialogue entre les collectivités, les entreprises, et les usagers, seront présentées aux présidents de régions, de départements et d'intercommunalité, ainsi qu'aux maires et responsables locaux dès la rentrée.

**motneur**

**Marché. Plus de 20% de recul par rapport au premier semestre 2019, dernière période de référence, le marché national est toujours à la peine. Sans embellie prévisible à court terme.**

## Marché auto : toujours en rade



La Peugeot 208 a été le modèle le plus vendu en France au premier semestre 2021.

Les professionnels de l'automobile rêvaient de retrouver à la fin de l'année un niveau d'immatriculations voisins des deux millions. Cela restera un rêve. À l'issue du premier semestre, les ventes n'ont atteint que 922 594 voitures particulières. En 1979, dernière année de référence, le premier semestre s'était achevé avec plus de 1 166 000 voitures écoulées. On en est loin et la chute dépasse les 20 %. On pourra trouver des (petits) motifs d'espoirs en se rappelant que par rapport à la même période de 2020, les voitures particulières ont fait presque 30 % de mieux. À la situation générale difficile se sont ajoutées les difficultés d'approvisionnement en composants électroniques qui ont perturbé la production et entraîné des retards.

Le méga groupe Stellantis et le groupe Renault dominent largement le marché national. En additionnant les voitures particulières et les utilitaires légers qui pèsent

lourd en France, Stellantis affiche un taux de pénétration de 36,5 % pour 425 765 immatriculations contre 24,7 % et 287 592 voitures pour son concurrent historique. Toutes les marques sont en progression par rapport à l'année 2020, certaines se situent plus ou moins dans la moyenne globale à l'image de Peugeot (+31 %) ou Citroën (+30 %) alors que d'autres restent en retrait, c'est le cas d'Opel (+15,2 %), DS (+14,8 %) ou pire encore, Renault (+11,2 %). Une réalité qui recouvre de multiples situations mais le constat est implacable. La marque qui tire le mieux son épingle du jeu est Dacia avec un bond de 54,7 % et près de 63 000 voitures vendues. Confirmation avec les chiffres du dernier mois du semestre. Surprise, en juin, ce n'est ni une Renault ni une Peugeot qui a pointé le bout de son capot en tête des immatriculations en France mais la Dacia Sandero. Avec près de 10 000 unités, elle devance l'habituel duo qui domine

depuis des années, les Clio et 208, les reines du segment B. Il faudra sans doute s'y habituer. Sur les six premiers mois de l'année, on retrouve les duettistes de Peugeot et de Renault. Dans cet ordre puisque la deuxième génération 208 confirme sa prise de pouvoir au détriment de la Clio V. Une autre nouveauté. La différence n'est pas abyssale : 48 515 contre 47 458. À elles deux, elles trident 10,4 % du marché hexagonal. Ce n'est pas négligeable.

### LA YARIS ENTRE DANS LE TOP 10

La récente Peugeot 208 monte sur la troisième marche de ce podium semestriel en réussissant un joli résultat : 40 604 immatriculations et 4,4 % de part de marché. C'est aussi le premier SUV vendu en France en 2021. Il est talonné par la Dacia Santero (39 115) qui monte en puissance et pourrait s'inviter durablement sur le podium dans les mois à venir. La Sandero est le quatrième et dernier modèle à dépasser les 4 % de part de marché au premier semestre. Suivent à distance les Citroën C3, la dernière du trio des « petites voitures françaises » tout juste restylée, et le Renault Captur dont la deuxième génération obtient un joli succès (32 281) mais à l'ombre de son concurrent national : plus de 8 000 unités de différence. Au total, six modèles du segment B occu-

pent les six premières places, confirmant une fois de plus que la France est le pays des petites voitures.

Signe des temps et confirmation d'une tendance lourde, la première compacte est un SUV. Il s'agit de la Peugeot 3008, récemment rajeunie avec éclat. 7<sup>e</sup> des ventes avec plus de 31 000 ventes, elle ne connaît aucune concurrence à l'échelon national. Avec la 2008, elles totalisent près de 8 % de part de marché. Si on y ajoute la 5008 (13 395), moins diffusée mais deuxième SUV le plus vendu en France et 17<sup>e</sup> quand même, le trio de SUV Peugeot obtient 9,3 % de part de marché.

Autre nouveauté, une voiture importée fait son retour dans le top 10. Ce n'est cependant pas une réelle surprise puisque c'est la nouvelle Toyota Yaris qui prend place au 8<sup>e</sup> rang avec 20 000 immatriculations et 2,2 % de PDM : la voiture de l'année 2021 a réussi son entrée. Les Renault Twingo et Mégane complètent le top 10.

Depuis ses débuts, la Renault Zoe régnait sans partage ou presque sur le marché spécifique des 100 % électriques. Elle a été devancée au premier semestre par la Tesla 3. Un véritable événement quand on sait que leurs tarifs sont sans commune mesure. La californienne prend place au 18<sup>e</sup> rang avec 13 084 voitures alors que la française clôt le Top 20 avec 10 797 immatriculations.

**DOMINIQUE MARÉE**



La Toyota Yaris fait son grand retour dans le top 10, en 8<sup>e</sup> position du classement.

**Philippe Dazet-Brun.** Secrétaire perpétuel de l'Académie des Jeux Floraux, il révèle les secrets de cette société savante unique en son genre.

## L'Académie des Jeux Floraux : la défense et la promotion de la littérature française

Situé à deux pas du Pont Neuf de Toulouse, se trouve un joyau architectural datant du XVI<sup>e</sup> siècle : l'hôtel d'Assézat. Cet hôtel particulier, classé monument historique depuis 1914, abrite la plus ancienne société savante du monde occidental qui récompense, chaque année, une quarantaine de poètes, romanciers et essayistes français à l'occasion d'un concours littéraire de haute volée. L'Académie des Jeux floraux, attribuée en effet depuis 1324 un prestigieux prix à des auteurs qui, par le biais de leur talent, acquièrent le statut de grands maîtres de la littérature française. Parmi ces auteurs, furent couronnés Voltaire en 1747, Victor Hugo en 1821, François-René de Chateaubriand l'année suivante, et bien d'autres...

Philippe Dazet-Brun, secrétaire perpétuel de l'Académie des Jeux floraux depuis 2016, a accepté de nous livrer les mystères de cette société savante.

### Comment est née l'Académie des Jeux Floraux ?

L'Académie des Jeux Floraux a vu le jour à Toulouse, berceau de la langue d'oc, en novembre 1323. Le comté de Toulouse, à peine rattaché au Royaume de France, voit son patrimoine menacé par l'arrivée d'une nouvelle langue officielle : le français. Pour protéger la langue propre au comté, sept troubadours, qui avaient l'habitude de se retrouver dans les jardins des Augustines pour échanger leurs poèmes, décidèrent de créer un concours de poésie entièrement en langue d'oc où se rassemblèrent tous les notables de Tou-



L'hôtel d'Assézat abrite la plus ancienne société savante du monde occidental, l'Académie des Jeux Floraux.

louse. Le concours débuta le 3 mai 1324, jour de la Sainte Croix, et le premier lauréat, Arnaud Vidal, fut couronné d'une violette d'or. Le succès de ce concours fut tel que les capitouls se dirent prêts à financer les prix et étoffèrent le bouquet final, ajoutant ainsi l'églantine et le souci. Les successeurs des sept troubadours devinrent les régisseurs du concours et obtinrent le statut de mainteneurs. Leur compagnie acquit le nom de Consistori del Gay Saber (ou Consistoire du Gai Savoir) et le concours littéraire fut dénommé Jeux floraux.

### Quels sont les critères de sélection ?

Il n'y a pas spécialement de critère. Toujours est-il que les candidats doivent démontrer

une parfaite maîtrise de la langue française (ou autrefois la langue d'oc) irréprochable, et teintée d'un style poétique. Les formes sont libres mais, naturellement, un sonnet doit ressembler à un sonnet, de même pour un roman. Enfin, l'unanimité des votes des trois jurys débouche sur l'obtention de la fleur. Les auteurs confirmés tout comme les jeunes poètes sont invités à présenter leurs œuvres.

### À partir de 1480, néanmoins, les Jeux Floraux sont interrompus pendant une dizaine d'années. Pourquoi ?

Les épidémies de peste et les disettes entraînent l'interruption des Jeux Floraux jusqu'à l'arrivée d'une femme, Clémence Isaure, qui aurait légué une partie de sa fortune à la

municipalité de Toulouse afin de restaurer les Jeux. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de son existence si ce n'est le legs adressé à la municipalité, elle est néanmoins perçue comme la figure emblématique de notre académie.

### Et vous, croyez-vous en l'existence de Clémence Isaure ?

J'en suis convaincu ! Toulouse était une petite ville et tout le monde savait ce qu'il s'y passait, en particulier dans le cercle intellectuel que forme l'Académie. Si Clémence Isaure n'avait pas existé, il est évident que les membres des Jeux floraux, mais également la population, l'auraient su. Pour autant, elle est encore perçue comme le fruit de l'imagination des capitouls.

Ces derniers auraient créé de toutes pièces ce mécène dans le but de mener des opérations financières douteuses afin de restaurer le concours littéraire. Un gisant a, par ailleurs, été transformé en statue de façon à représenter Clémence Isaure tenant un parchemin dans sa main gauche, pour désigner les Jeux floraux, et un bouquet de fleurs dans sa main droite, rappelant le prix décerné aux lauréats.

### Quel a été le moment le plus marquant de l'histoire de l'Académie ?

En septembre 1694, grâce à l'appui du poète et diplomate français Simon de La Loubère, Louis XIV attribua aux Jeux floraux le statut d'Académie. Dès lors, 40 mainteneurs sont nommés et ont la possibilité de présenter régulièrement des travaux de recherche entièrement consacrés aux belles-lettres. Des conférences et des réceptions sont également organisées depuis. Cinquante ans plus tard, le poète et encyclopédiste François-Marie Arouet, plus connu sous le nom de Voltaire, devient lauréat à son tour, mais la période révolutionnaire qui s'ensuit entraîne la fermeture de toutes les sociétés savantes de France. Ce n'est qu'à partir de 1806 que Napoléon Bonaparte restaure toutes les sociétés intellectuelles de France, dont la nôtre. Quatre hommes notables deviennent les lauréats du concours durant cette première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : Victor Hugo en 1820, Chateaubriand l'année suivante, Baour-Lormian en 1824, et Chênédollé en 1827. Fut également lauréat du concours, en 1875, Frédéric Mis-

tral, membre de l'association du Félibrige œuvrant pour la sauvegarde de l'identité des pays de langue d'oc. À la fin du siècle, la démolition d'une partie du Capitole oblige l'Académie des Jeux floraux à changer de lieu d'hébergement. À peine cette démolition entamée, le banquier Théodore Ozenne, alors sans descendant, lègue tous ses biens à la municipalité de Toulouse dont l'hôtel d'Assézat. Et hôtel particulier abrite désormais l'Académie des Jeux floraux où le concours est perpétué, ainsi que la Fondation Bemberg qui, depuis 1980, présente au grand public la collection d'art privée du riche Argentin Georges Bemberg.

### Qu'en est-il de l'Académie des Jeux Floraux aujourd'hui ?

À ce jour, l'Académie des Jeux floraux est composée de 40 mainteneurs, incluant deux censeurs, un archiviste, un bibliothécaire, et un secrétaire perpétuel, qui décernent chaque année 11 fleurs d'or aux lauréats. La violette récompense les épitres et les discours en vers, l'églantine est destinée aux sonnets, et la primevère aux fables. Par ailleurs, nous publions chaque année un recueil contenant les œuvres primées dans toute la France et organisons des conférences gratuites depuis quarante ans. L'année 2020 a été une exception en raison de la pandémie de Covid-19. Comme en 1480, conditions sanitaires obligent, le concours a été interrompu mais nous espérons être en mesure de décerner les prix d'ici septembre 2021.

C. L. P.

## Actualités

### L'ORIGINE DES HOMMES, DU MYTHE À LA RÉALITÉ AU MUSÉE DE L'AURIGNACIEN



Jusqu'au 15 octobre prochain, le musée de l'Aurignacien dans la

commune d'Aurignac accueille une exposition temporaire *L'Origine des Hommes : du mythe à la réalité*. Les visiteurs peuvent ainsi découvrir la quête de l'origine de l'Homme durant le XIX<sup>e</sup> siècle, à travers le regard d'Edouard Lartet, l'un des pères fondateurs de la Préhistoire. C'est durant de nouvelles découvertes qu'une idée est apparue : et si l'origine de l'Homme était plus ancienne et complexe que ce que le monde pouvait imaginer ? Ce sont ainsi deux cents ans d'investigation pour comprendre d'où nous venons qui sont présentés aux visiteurs. Cette exposition propose un voyage dans le temps au cours de quatre espaces :

– « À la recherche de l'origine du monde », qui présente les périodes du XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, où les principales origines étaient celles des croyances religieuses, laissant place aux animaux extraordinaires ;

– « Du singe fossile à l'Homme fossile » qui met en lumière les recherches d'Edouard Lartet ; et principalement sa découverte d'un crâne de singe, jusqu'au crâne de l'Homme ;

– « Une révélation scientifique » qui expose les détails officiels de l'existence de l'Homme fossile et enfin « Origine de l'Homme : quoi de neuf ? » qui met en avant les dernières découvertes. Ouverture de 14 heures à 18 heures du mercredi au dimanche. [www.culture.haute-garonne.fr](http://www.culture.haute-garonne.fr)

### LE QUERCY VIBRE SUR DU JAZZ DU 21 AU 24 JUILLET

La 10<sup>e</sup> édition du Festival Bleu Trompette, du 21 au 24 juillet, au cœur du Quercy fera vibrer la bastide de Montpezat-de-Quercy au son de l'Amérique du Sud en passant par la Havane pour finir en Afrique. Philippe Lejeune, le prince toulousain du blues et du

boogiewoogie conjuguant swing, sens de la mélodie et du blues, ouvrira les festivités avec son quartet. Il sera suivi de Nico-Wayne Toussaint, qui après avoir défendu un répertoire de compositions originales associé à la tradition du Chicago Blues des années 50, a récemment choisi de se réapproprier la musique funk et blues de l'harmoniste James Cotton auquel son nouveau quintet rend hommage dans le « Get Boosted Tour ». Au programme également : l'orchestre de Salsa Roots Ida y Vuelta qui construit des ponts culturels entre musiques urbaines et musiques rurales, ravivera l'esprit mythique de la salsa new-yorkaise et portoricaine des années 70, comme celle de la Fenia, d'Ismael Rivera ou encore du fameux Gran Combo de Puerto Rico. Yda y Vuelta Octet réside ainsi dans un répertoire new-yorkais joué avec une instrumentation de

type son Cubain. Enfin, prendront place les sept musiciens de « Swing Bones » et le trompettiste Gardel Nonet. Le public pourra aussi découvrir la belle cité de Montpezat-de-Quercy et une exposition originale d'art dans ses petites ruelles. [www.bleutrompette.fr](http://www.bleutrompette.fr)

### FERME DU RAMIER À MONTAUBAN LE 25 JUILLET

Comme chaque année depuis 1995, la Fête du Goût et des Saveurs qui accueille les visiteurs dans le joli cadre de la Ferme du Ramier, met en avant la gastronomie et les savoir-faire du Sud-Ouest. Cinquante producteurs seront présents pour proposer leur production à la dégustation et à la vente, et organiser des animations en lien avec leur métier. Le dimanche 25 juillet à partir de 9 heures. [www.fetedugoutetdessaveurs.fr](http://www.fetedugoutetdessaveurs.fr)

**Caroline Estremo.** Infirmière depuis huit ans au CHU de Purpan, cette toulousaine pure souche, tendre et déjantée, soigne le quotidien avec l'humour. Elle en a tiré des sketches et s'apprête (enfin) à faire pleurer de rire son public à travers son spectacle *Infirmière sa mère* soit plus de 50 dates à l'affiche dans tout l'Hexagone, jusqu'en 2022.

# Une drôle de blouse blanche

Simple, enjouée, Caroline Estremo est une femme à l'image de son rire : solaire. Cheveux courts, allure soignée, tatouage discrètement camouflé par une veste à carreaux, des yeux bruns francs et pétillants, elle se révèle avec une spontanéité désarmante et l'humour joyeux face à une flopée de questions... et un café trop vite avalé. « Je suis ici avec vous comme je suis avec ma famille, c'est mon défaut », lâche-t-elle en souriant. Ça tombe bien, le franc-parler – les petits jurons toutefois en moins, contrairement à ceux qui s'immiscent dans ses sketches – c'est ce qui nous plaît, tout autant qu'aux foules qu'elle fait désormais déplacer. Si lors de son premier one woman show *Quand tu es infirmière aux Urgences*, joué en 2017, elle se considérait comme une « infirmière qui faisait des blagues », aujourd'hui, celle qui affectionne notamment la technique, la folie et le côté osé de Romane Frayssinet, Baptiste Lecaplain ou encore Paul Mirabel, se sent « humoriste », à travers son spectacle *Infirmière sa mère*. Mais comme elle l'explique, « tout en restant infirmière. C'est mon fil rouge, et puis, on le reste toute sa vie. Je vois le quotidien à travers cette identité qui m'a forgée », précise la trentenaire. Bien que cette mère d'une fillette de trois ans, a rendu sa blouse blanche depuis juin 2020, pour se consacrer à son rêve d'enfant et parvenir à concilier vie de famille et vie d'artiste, rien ne dit que ce chapitre soit définitivement tourné.

À la question, « vous n'en seriez pas arrivée là si... », elle répond sans hésiter : « Si je n'avais pas eu ma femme. Dans mon ancienne vie, on ne me

**1988**

Naissance à Toulouse

**2011**

Infirmière diplômée d'État aux Urgences de Purpan à Toulouse

**2016**

Premier sketch, *Quand tu es infirmière aux Urgences*

**2017**

Sortie de son premier livre *#infirmière* aux Editions First et première fois sur les planches avec son spectacle

**2021**

Sortie de son troisième livre *Salle de Pause - Les infirmières ont aussi de l'humour!* et reprise des tournées avec plus de 50 dates prévues.



JENNIFER LEGERON

tirait pas forcément vers le haut. Elle m'a vraiment appris à m'assumer, à donner le meilleur de moi-même, à lâcher prise, et faire ce que j'aime. Elle m'a relevé le menton, m'a dit « regarde qui tu es et ce que tu sais faire ». C'est un peu kitch mais c'est la vérité ». Il aura fallu 10 ans à ces deux amies pour se voir autrement.

Si depuis son enfance, Caroline Estremo, garde toujours le rire à portée de main – elle a pratiqué l'art théâtral durant cinq années –, tout a véritablement commencé le 18 septembre 2016. Pour évacuer le trop-plein de souffrances auquel elle assiste quotidiennement et les injustices de la vie, elle réalise une vidéo, laquelle génère un million de vues sur Youtube. « Le sketch radio d'Anne Roumanoff qui rendait hommage aux infirmières m'a donné l'idée de faire la même chose mais avec mon regard direct de professionnelle de la santé ». La préparation d'un sketch plus tard, cette célébrité naissante a failli pourtant retomber comme un soufflé lors d'un premier essai devant un directeur de théâtre toulousain réputé. « En 30 secondes, il m'a dit « ça ne va pas ». Prenant compte de ses conseils, je me lance une deuxième fois et il me lâche « quand je t'ai vu dans le bureau, tu avais de la prestance et sur scène, il n'y a plus rien ». Mais c'est sans compter sur l'opiniâtreté de la comédienne en herbe. « Sur le moment, ma fierté en a pris un coup, j'avais envie de pleurer, mais j'encaisse avec ce que j'appelle le reset de

la nuit, et puis, j'en fais un moteur, une force. Je veux arriver à mes 85 ans, me retourner sur ma vie et me dire que j'ai vécu un maximum d'expériences, et même si ça échoue, ne pas rester dans le regret ». La suite donne raison à celle qui voit toujours le verre à moitié plein, malgré les épreuves.

Dans son bureau, armée de café noir et emmurée dans un silence assourdissant, la jeune femme épanche sur le papier de l'humour médical tiré de son quotidien, sans langue de bois. Pas de private joke, les anecdotes sont destinées au final à tout le monde. « Je relate du 100% vécu, sinon j'aurais l'impression de mentir, de ne pas coller à la réalité du terrain. J'ai besoin d'une matière réelle pour exprimer une vraie émotion. Et puis, je suis un peu toquée, lâche-t-elle. Il faut que ça me ressemble. Je ne veux pas emprunter les histoires des autres! » Le message qu'elle souhaite distiller est à la fois un hommage à la profession et un tacle, mais toujours avec dérision. « Je savais que je m'embarquais dans un métier difficile et j'étais quasiment préparée à tout sauf à la violence verbale des patients. J'ai découvert aux Urgences, le trop-plein d'égoïsme de l'humanité et ça a été une véritable claque. Je plante ainsi véritablement le décor, ce qui ne transparait pas toujours à travers les séries américaines », confie pourtant cette fan de la série *Grey's anatomy*, série qui lui a donné envie de devenir infirmière... comme sa matriarche. « Mamère était une

passionnée et n'a jamais laissé transparaître les facettes sombres du métier. » À travers ses mots, Caroline Estremo milite également pour un meilleur système de soins, pour le bien-être des patients, mais aussi pour une meilleure gestion de la souffrance des soignants. Quid des détails qu'elle n'exprime pourtant pas sur les planches? « J'ai évoqué en pointillé la problématique du burn-out, mais cela n'a pas été apprécié. C'est un sujet qui me tient à cœur d'autant que ma mère en a vécu un à cause de sa hiérarchie, malheureusement les infirmières sont plutôt du genre à fermer les yeux là-dessus et à dire : « on s'accroche, on sait que ça nous arrive mais on ne le dit pas, on s'accroche ». La pandémie, je n'y fais également qu'une allusion, elle ne mérite pas sa place dans un spectacle. Également, j'évoque rapidement les toilettes mortuaires que nous pratiquons au CHU, mais il s'agit simplement d'un clin d'œil avec une touche d'humour noir ».

Depuis quatre ans, son jeu a évolué. « J'atteins une certaine maturité, mais je travaille encore sur moi et mon interaction avec le public. Auparavant, j'étais vraiment concentrée sur mon texte. Maintenant c'est différent, je m'adapte davantage à la réaction des spectateurs. Je fais de l'improvisation malgré moi. »

Ajoutant une ligne de plus à son CV d'artiste, cette pure littéraire a également écrit trois ouvrages dont *#Infirmière et Tu sais que tu es infirmière quand...* parus en 2017. Suite au buzz

général par sa vidéo, les éditions First l'ont contactée pour écrire un livre sur ses expériences, d'autres ont suivi dans la même maison. Une opportunité qu'elle saisit alors à pleines mains.

Dans son dernier ouvrage *Salle de Pause - Les infirmières ont aussi de l'humour!*, présent en librairie depuis juin, elle revient sur sa double vocation, sur son passage de l'hôpital à la scène et sur son retour « au front », au printemps 2020, lors de la première vague. « J'avais fait la maligne, saluer les copains en leur disant « je vais essayer de plaire aux foules ». Finalement j'ai improvisé comme tout le monde et je retiens l'image des urgences étrangement vides, pas saturées par la bobologie qui nous prenait un temps fou ». Elle dévoile beaucoup, et surtout parce que c'est un sujet sensible : cette pression relâchée dans la salle de pause, « Nous sommes obligés, souffle-t-elle. Dans ce métier, il y a des choses difficiles à vivre. On doit dédramatiser et plaisanter ». Elle déballe son perfectionnement de la technique du « forage nasal », sa peur bleue de contaminer ses proches, sa façon de garder le masque « tranquille » devant ses patients alors qu'elle panique, etc. Une mise à nue qu'elle affiche avec aisance. « Je n'ai pas de mal à raconter, malheureusement! Des lecteurs m'ont rapporté qu'ils avaient même l'impression d'entendre ma voix au fil des pages. Tandis que mon premier livre était plus scolaire et que je m'attachais à faire de belles phrases, ici, j'ai totalement lâché prise », lance-t-elle. Quel rapport l'artiste a-t-elle avec les mots? « C'est un exutoire. J'ai toujours aimé écrire... Ma mère nous a toujours éduqués dans l'idée de sortir ce qu'on avait à dire, donc d'instinct, je parle et j'écris », explique celle qui garde dans ses tiroirs « à faire » déjà l'idée d'un autre livre, cette fois sur sa vie d'adulte.

Lorsqu'elle est enfant, ses carnets de notes mentionnent déjà « élève bavarde et peut mieux faire ». « La seule année où j'ai vraiment travaillé, c'était en 4<sup>e</sup> car je visais les félicitations que j'ai eues! Plancher dur ne me fait pas peur, surtout dans le domaine créatif », se souvient celle, qui aujourd'hui, est très exigeante envers elle-même et court après le temps.

Au côté d'un frère aîné qui l'éduque comme un garçon manqué, elle est joueuse, frondeuse et déborde d'imagination, ce qui parfois inquiète ses proches. De son propre aveu, elle est restée la même, « mais

je pleure plus souvent et je suis moins courageuse. Et quand j'ai mal, on le sait! », sourit-elle.

Née d'un père cadre administratif et d'une mère infirmière, elle s'imagine d'abord avocate puis comédienne. Ses parents veulent, eux, un « vrai » métier pour leur fille. « Ils ont ri quand j'ai parlé de passer des castings. » La jeune étudiante commence alors des études de droit à l'Arsenal de Toulouse, une aventure qui tournera court « Ce n'était pas fait pour moi. Je ne suis pas assez sérieuse. Quand j'y repense, je me dis qu'on m'aurait congédiée du tribunal! Pendant un cours, j'ai réfléchi à mon avenir en inscrivant sur une feuille : métier dynamique, où on ne s'ennuie pas et utile. Au final, j'ai été doublement servie! C'est là que le métier d'infirmière fait tilt. Elle se souvient pourtant avoir, un jour, répondu à sa mère, laquelle n'a pas réussi à lui inoculer le virus : « Non merci pour faire des piqûres et voir des fesses toute la journée! Jamais! ». Comme quoi il ne faut jamais dire jamais. D'ailleurs, jamais je n'irai à Hollywood! Si quelqu'un m'entend... », s'esclaffe-t-elle. S'ensuit une carrière d'infirmière diplômée d'État aux Urgences de Purpan à Toulouse, huit années où elle apprend à maîtriser les imprévus et à voir la vie autrement.

Aujourd'hui, la jeune femme qui laisse tomber le masque de la timidité face à son public, mais « n'ose pas demander conseil dans une boutique », se prépare pour cinquante dates prévues jusqu'en 2022, dont le Casino Barrière de Toulouse en octobre. Les éclats de rire dans les salles sont ainsi devenus son carburant. « C'est un frisson qui traverse le corps et parfois, j'en ai la larme à l'œil. Je continue d'avoir la peur du trou de mémoire, mais je n'ai plus envie de faire un malaise ou de mourir comme à mes débuts. Il suffit d'entendre le premier rire et mon ego est flatté ». Avant de monter sur scène, Caroline Estremo a pour habitude de la toucher et de lui parler, une façon de communier avec elle. « Je visualise mon père, qui a rejoint les étoiles quand j'avais 26 ans, et qui me dit « tu vas assurer! » ».

Redoute-t-elle la critique? Oui. Craint-elle la notoriété? « Non, je la veux! J'ai trop d'ego pour ça! C'est agréable qu'on me demande des selfies dans la rue. Je n'ai pas encore vu l'envers du décor. Pour l'instant, je suis dans l'innocence, loin des invectives. Je suis comme une enfant! », conclut-elle. On l'avait à peine remarqué...

JENNIFER LEGERON